

INPRECOR

Correspondance de presse internationale

Numéro 272
19 septembre 1988

IRAN-IRAK
La guerre
est finie ?

UNION SOVIETIQUE
Le retour de Trotsky

ETATS-UNIS
Bush-Dukakis
cherchez la nuance !



TCHECOSLOVAQUIE
Rude Pravo
en campagne
contre Petr Uhl

15 FF - 4 FS - 85 FB



INPRECOR

Revue bimensuelle d'information et d'analyse publiée sous la responsabilité du Secrétariat unifié de la IVe Internationale.

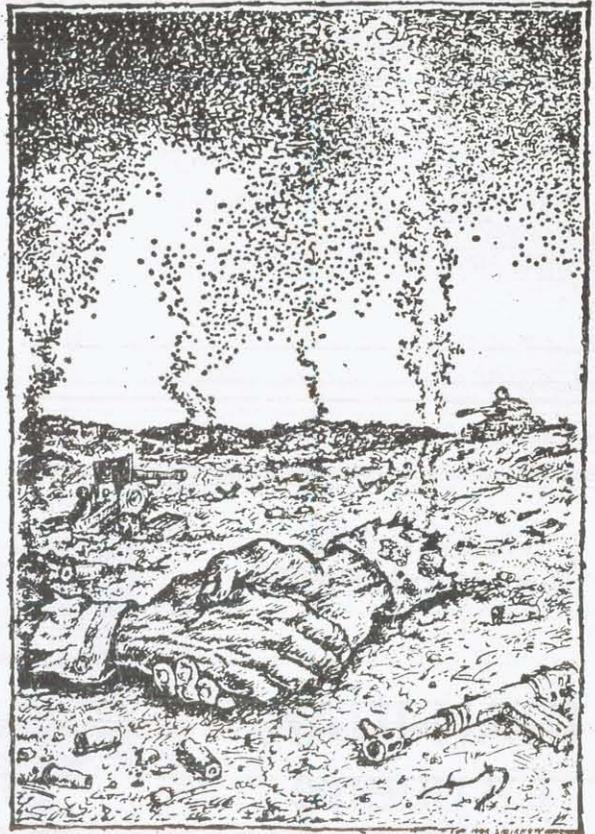
Éditée par Presse-Édition-Communication (PEC).

Administration : 2 rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil, France.

Directeur de publication : Christian Lamotte. Commission paritaire numéro 59117, ISSN 1 0294 - 8516. Imprimé par Rotographe.

SOMMAIRE DU NUMERO 272 DU 19 septembre 1988

- 3 IRAN-IRAK
La guerre est finie ?
Salah JABER
- 8 BELGIQUE
La bourgeoisie réforme son Etat
Alain TONDEUR
François VERCAMMEN
- 9 ETATS-UNIS
D'Atlanta à la Nouvelle-Orléans
John BARZMAN
- 12 TCHECOSLOVAQUIE
Les remugles haineux
de *Rude Pravo*
DOCUMENT
- 14 Lettre de Petr Uhl
à la *Sovietskaïa Rossia*
DOCUMENT
Déclaration de la Charte 77
DOCUMENT
- 15 Bannir le mensonge
Alain KRIVINE
Ernest MANDEL
- 16 CHINE
Les habits neufs de Zhao Ziyang (2)
A. MARAVER
- 22 UNION SOVIETIQUE
Trotsky, Back in the USSR !
Michal REIMAN
- 25 PEROU : Aide américaine à la
contre-insurrection ; SUISSE : La
Ligue anticommuniste mondiale en
congrès ; HAITI : Le père Aristide en
danger de mort ; FRANCE : Lutte des
infirmières ; AMERIQUE CENTRALE :
Israël-Afrique du Sud, les souteneurs
de la Contra ; FEMMES : Avortement :
toujours des problèmes ; AFRIQUE
DU SUD : Taudis et bidonvilles ;
POLOGNE : Grève de la faim ;
ISRAEL : Reprise du procès de
Michel Warschawski.



ABONNEMENT 24 NUMEROS PAR AN

Nom - Prénom.....

Numéro et Rue.....

Commune.....

Code postal..... Pays.....

Abonnement Réabonnement

Chèques bancaires et chèques postaux libellés à l'ordre de "PEC", à adresser à *Inprecor*, 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil, France. Virements bancaires à "PEC", BNP, agence Robespierre, 153 rue de Paris, 93108 Montreuil, France, compte numéro 230179/90. Virements postaux à "PEC", compte chèque postal numéro 2.322.42 T Paris

- Abonnement tous pays (voie de surface) :
140 francs pour six mois, 280 francs pour un an.
- Abonnement avion (Europe, Afrique du Nord, Moyen-Orient, DOM-TOM) :
155 francs pour six mois, 310 francs pour un an.
- Abonnement avion (Afrique et Amériques) :
180 francs pour six mois, 360 francs pour un an.
- Abonnement avion (Asie) :
195 francs pour six mois ; 390 francs pour un an.
- Pli fermé : France :
200 francs pour six mois, 405 francs pour un an.
- Autres pays (voie de surface) :
215 francs pour six mois, 430 francs pour un an.

La guerre est finie ?

LE 18 JUILLET DERNIER, soit un an moins deux jours après l'adoption unanime par le Conseil de sécurité de l'ONU de sa résolution 598 portant sur la cessation du conflit entre l'Iran et l'Irak et immédiatement approuvée par ce dernier, Téhéran annonçait l'acceptation de cette résolution.

La surprise fut générale, et pour cause : deux semaines auparavant, le 3 juillet, la destruction par un navire de guerre américain d'un Airbus iranien avec 290 passagers à bord, avait suscité une violente surenchère belliqueuse en Iran.

Khomeiny appelait les Iraniens à se "précipiter tous sur le front pour une guerre à outrance", tandis que le Parlement de la République islamique élevait la "guerre contre l'Irak jusqu'à la victoire totale" au rang de "stratégie prioritaire" !

Salah JABER

CERTES, il était facile après coup d'énumérer les raisons militaires et économiques expliquant la volte-face iranienne. Mais en l'occurrence, le régime des *mollahs* s'était jusque-là distingué plutôt par un comportement relevant d'une "rationalité" tout à fait particulière. Au mépris de considérations matérielles évidentes, sans parler des considérations humanitaires, Khomeiny manifestait une détermination inébranlable, empreinte de mysticisme, à poursuivre la guerre coûte que coûte jusqu'au renversement de son ennemi juré, le dictateur irakien Saddam Hussein. Rien ne semblait pouvoir y faire, excepté la mort de l'ayatollah qui n'en finissait plus d'être "imminente". L'idéologie, voire le caprice d'un individu, étaient-ils donc au poste de commande en Iran ?

La rationalité des *mollahs*

En fait, la rationalité propre au régime des *mollahs*, pour être particulière, n'en était pas moins réelle dans la guerre contre l'Irak. Il en allait de sa survie même, celle de la dictature d'une catégorie sociale, d'un "état" (au sens où le clergé en constituait un), dont la guerre était devenue la raison suprême. Et ce, à plusieurs titres : celui du maintien de sa cohésion au pouvoir, en dépit de ses nombreux clivages sociaux et politiques ; celui du maintien de son ascendant sur sa base populaire, embrigadée et fanatisée ; celui de l'absorption à bon compte d'une masse énorme de chômeurs, déjà considérable sous le Shah et fortement amplifiée par la déliquescence de l'économie sous la gestion des *mollahs* ; celui enfin, subsidiaire, des intérêts de la classe marchande, prin-

cipale alliée de la dictature intégriste, dans la mesure où la consommation guerrière et ses dérivés (notamment la création d'une masse immense d'assistés - handicapés, veuves, orphelins, etc) se combinaient avec la désorganisation de la production pour accroître grandement le rôle de l'importation et de la distribution.

A l'aune des intérêts d'une bourgeoisie moderne, soucieuse de croissance économique, le comportement de Khomeiny pouvait paraître absurde. Il n'en était pas moins conforme aux intérêts bien compris du régime "islamique". C'est donc de ce côté exclusivement qu'il faut chercher les raisons de son récent revirement.

Khomeiny pouvait négliger les considérations du développement capitaliste, fermer les yeux sur l'accumulation négative des destructions, du manque à gagner et des dépenses improductives (1), tant que la rente pétrolière de l'Iran et ses réserves monétaires permettaient d'alimenter l'effort de guerre et d'entretenir les assistés. Or, précisément, l'influx de ce nerf de la guerre n'est plus, pour l'Iran, à la mesure de l'effort exigé. En dépit de mesures d'austérité draconiennes, les importations de Téhéran s'élèvent encore à une dizaine de milliards de dollars par an. Elles servent en bonne partie les besoins d'une guerre, dont le coût pour l'Iran a dépassé 6 milliards de dollars en 1987, selon les calculs de l'Institut international d'études stratégiques de Londres.

Cependant, les recettes pétrolières du pays ne dépasseront probablement pas les 7 milliards de dollars cette année, tandis que ses réserves en devises sont en passe de tarir ! Certes, l'Iran a sur l'Irak surendetté - plus de 60 milliards de dollars, dont près de la moitié envers des créanciers peu susceptibles de passer l'éponge sur leur dû - l'avantage de n'être

pratiquement pas débiteur. Mais à moins d'un retournement complet de sa politique extérieure, il ne pouvait s'attendre à voir sa guerre financée par des crédits de l'étranger, aussi bien de l'Est que de l'Ouest.

Conscient du fait que le talon d'Achille de l'Iran se situe à ce niveau, Bagdad avait judicieusement choisi, dès 1984, de s'y attaquer de manière intensive. La "guerre des pétroliers" devint, dès lors, une dimension fondamentale de la guerre du Golfe. En entravant considérablement les exportations maritimes iraniennes de pétrole, en forçant Téhéran à consentir des rabais importants à ses clients, y compris pour couvrir des frais de transport et d'assurance surélevés, dans un contexte d'offre mondiale excédentaire et de tendance des prix à la baisse, l'Irak avait contribué à faire chuter d'un tiers (de 20 à 13 milliards de dollars) les revenus pétroliers de l'Iran entre 1983 et 1985, sans compter la baisse encore plus importante du pouvoir d'achat réel de ces revenus en raison de la dépréciation du dollar et de l'inflation (2).

La guerre des pétroliers

En 1986, au cours des premiers mois, les victoires remportées par l'Iran sur l'Irak, avec surtout la prise du port irakien de Fao en février, aboutissaient à la combinaison d'une recrudescence de la "guerre des pétroliers" et de la "guerre des prix" déclenchée par l'Arabie saoudite, en partie pour freiner la progression iranienne. Le prix officiel du baril de pétrole s'effondra de 28 dollars à moins de 8 dollars, entraînant une chute brutale des revenus de la plupart des pays exportateurs. L'Iran se vit obligé de puiser dans ses réserves monétaires déjà très diminuées : 2,5 milliards de dollars en un an, de la mi-1986 à la mi-1987, soit le tiers des réserves disponibles qui n'atteignaient plus, à cette dernière date, que 5,3 milliards contre 20 milliards en 1980 ! Malgré le redressement partiel des prix à partir de l'été 1986, les recettes iraniennes pour l'année furent inférieures à celle de 1985.

Le succès des tractations secrètes entre l'administration Reagan et le très puissant président du Parlement iranien, Hachemi Rafsandjani, dans lesquelles les dirigeants saoudiens étaient aussi impliqués (comme ce fut révélé par le scandale Iran-Contra, entre autres), avait amené ces derniers, désireux de se concilier un Iran ayant le vent en poupe, à interrompre la "guerre des prix", leurs autres objectifs au niveau de l'OPEP pouvant être jugés atteints par ailleurs.

Cependant, les révélations de l'*Iran-gate*, à la fin de 1986, avaient déclenché à Téhéran un regain de surenchère interne

1) Total estimé à 216 milliards de dollars pour l'Iran et 193 milliards pour l'Irak, en huit ans de guerre, selon l'Economist Intelligence Unit.

2) Et sans compter la part croissante de ces revenus consacrée à ce que l'on pourrait appeler des "importations de substitution à la production", en raison des destructions opérées par l'aviation irakienne. Ainsi, par exemple, l'Iran se trouve actuellement obligé d'importer plus de 200 000 barils/jour de produits pétroliers à cause des dégâts subis par ses raffineries !

contre les protégés de Washington dans le Golfe, permettant aux "enragés" du régime des *mollahs* de passer à l'action. Le Koweït en avait subi les conséquences, dès avril 1987, suivi par l'Arabie saoudite qui réprimera dans le sang les émeutes des pèlerins iraniens à la Mecque, les 31 juillet et le 1er août de la même année.

Dès lors, rien n'allait plus entre Riyad et Téhéran, et les dirigeants saoudiens provoquaient délibérément, par la suite, un nouveau mouvement de baisse des prix de pétrole. La "guerre des prix" de 1986 avait été une guerre-éclair dévastatrice. Celle qui lui a succédé à partir de décembre 1987 s'apparente plutôt à une guerre d'usure. En sept mois, le baril a perdu 4 dollars, passant de 18 dollars pour le brut de référence - prix établi en décembre 1986 et maintenu pendant un an - à 14 dollars en juillet.

Et celle des prix

Cette nouvelle "guerre des prix" menée par les Saoudiens relève certainement plus de considérations politiques que de calculs économiques. C'est là une conviction largement répandue, comme l'a démontré la réaction du marché à l'annonce par l'Iran, le 18 juillet, de son acceptation de la résolution 598.

Logiquement, la cessation du conflit dans le Golfe ne peut qu'accroître l'offre de pétrole, déjà très excédentaire, en permettant à l'Iran d'augmenter ses exportations dès l'arrêt des hostilités. Logiquement donc, de même que le déclenchement du conflit en 1980 avait propulsé vers le haut les prix du pétrole, l'annonce de son interruption prochaine aurait dû les déprimer. Or, c'est le contraire qui s'est produit : en quelques jours, les prix ont regagné 2 dollars ! L'explication de ce paradoxe : le marché a estimé qu'au vu de la décision iranienne, Riyad accepterait de coopérer de nouveau avec les autres membres de l'OPEP pour le redressement et la stabilisation des prix. Il faut bien vite déchanter : les dirigeants saoudiens restent sur leurs positions, par défiance, en attendant l'issue des négociations en cours entre l'Iran et l'Irak.

Ainsi donc, la valeur réelle des recettes pétrolières de l'Iran sera probablement cette année, compte tenu de l'inflation et de la parité du dollar, inférieure de 20% à celle de l'année dernière, de 16% à celle de l'année désastreuse 1986 et de 66% à celle de 1985, sans parler des années précédentes. Cette strangulation économique de l'Iran qui a été largement déterminante pour fléchir Téhéran, est véritablement le produit d'une convergence internationale, rendue possible par la décision des Etats-Unis, depuis l'été 1987, de mettre un terme à la guerre du Golfe (3). Se sont conjugués : les raids de

l'aviation irakienne visant à entraver les exportations pétrolières de l'Iran ; l'action des flottes impérialistes déployées dans le Golfe depuis plus d'un an et qui, en empêchant l'Iran d'exercer des représailles contre le trafic maritime des autres pays riverains, le privaient de sa seule parade aux raids irakiens (4) ; la "guerre des prix" menée depuis la fin de 1987 par le royaume saoudien ; les embargos français (août 1987) et américain (octobre) sur les exportations pétrolières en provenance de l'Iran qui, combinés avec la restriction des importations japonaises, aggravaient les difficultés rencontrées par Téhéran pour écouler son pétrole (d'où l'octroi de rabais diminuant d'autant ses recettes pétrolières). L'unique objectif commun de cette convergence d'actions était d'imposer à l'Iran d'accepter la résolution 598 et de s'y conformer de manière à permettre la cessation définitive de la guerre du Golfe.

tières premières. Résultat : en 1985, 690 unités de production industrielle ont dû fermer leurs portes sur un total de 7628 ; en 1986, 750 000 travailleurs ont été mis au chômage partiel, etc. Une illustration de la faveur dont jouissent les marchands : 20 millions de mètres de tissu ont été importés en 1987, alors que les usines textiles du pays tournent largement en dessous de leur capacité par manque de devises (5) ! La boucle est ainsi bouclée : le manque de devises aboutit à la réduction de la production qui augmente la part des importations dans la consommation, ce qui accroît le besoin de devises... Le capitalisme iranien se retrouve plus dépendant que jamais.

Le corollaire de tout ceci est que la misère et le chômage augmentent, la pénurie et le marché noir aidant. Dans un pays où la liberté de commerce est sacrée, au sens religieux du terme - l'inflation est galopante : 60 à 70%, avec des prix exorbitants pour certains produits de base et certains services (6). Cet état de choses a grandement contribué à accentuer la désaffection des masses iraniennes pour le régime des *mollahs* et pour sa "guerre sainte".

Durant les premières années de guerre, le pouvoir intégriste avait pu bénéficier du réflexe nationaliste, empreint de chauvinisme, d'une population confrontée à une invasion de son territoire. Une fois l'envahisseur repoussé et la guerre portée sur son propre territoire, c'est-à-dire depuis l'été 1982, le consensus nationaliste persan cédait la place au fanatisme religieux d'une guerre ayant pour but déclaré, depuis qu'elle avait été déclenchée, de placer l'Irak sous la bannière du khomeinisme. Puisant dans sa vaste clientèle sociale (les couches plébéiennes assistées) et idéologique, notamment parmi les jeunes adolescents, pâture de prédilection de toutes les entreprises de fanatisme à travers l'histoire (7), le régime put mener sa guerre tant que la victoire finale semblait à sa portée, c'est-à-dire jusqu'en 1986.

Le fanatisme religieux-chauvin, la mobilisation volontaire (8), ont indéniablement joué un rôle essentiel dans l'effort de guerre iranien au cours de cette période. Il



L'objectif particulier de l'Irak était d'aborder cette éventualité dans les conditions les plus avantageuses pour lui.

De l'interaction entre cet étranglement de l'Iran et l'état de délabrement interne de son économie, a résulté un cercle vicieux qui a accru l'efficacité de la pression extérieure en amplifiant ses effets. Le manque de devises a conduit le régime des *mollahs* à désindustrialiser le pays : le choix politique d'accorder la priorité absolue à l'effort de guerre et le choix social de privilégier le commerce au détriment de l'industrie se sont combinés pour priver l'industrie de pièces de rechange et de ma-

3) Voir "L'impérialisme et la guerre du Golfe", dans *Inprecor* numéro 255 du 15 décembre 1987.

4) L'Irak ayant été privé d'accès direct aux eaux du Golfe depuis le début du conflit, l'Iran avait choisi de riposter aux attaques irakiennes contre son propre trafic maritime, en attaquant celui des voisins et bailleurs de fonds de l'Irak, dont principalement le Koweït et l'Arabie saoudite. L'intervention des flottes impérialistes visait à protéger ceux-ci et l'accès à leurs ports au nom de la "liberté de navigation". C'est effectivement le rôle qu'elles ont joué. En réagissant violemment au mouillage de mines attribué à l'Iran en avril dernier, la flotte américaine cherchait à dissuader Téhéran de couvrir les revers que son armée commençait à subir sur le front avec l'Irak, par une escalade des opérations dans les eaux du Golfe. En fait, Téhéran trouvera son compte dans les affrontements répétés par la suite entre sa petite force

navale et l'armada américaine. C'était le moyen de se disculper de ses revers face à Bagdad, en les attribuant à l'intervention américaine en faveur de ce dernier.

5) "L'économie iranienne au bout du rouleau", *Le Monde*, 11 décembre 1987 ; *Tudeh News* numéro 94, 20 juillet 1988 ; *Report*, bulletin du Parti communiste d'Iran, numéro 46, 1-15 août 1988.

6) *Le Monde*, 12 avril 1988.

7) Certes, une fraction croissante de la population iranienne a subi un enrôlement forcé dans les troupes de Khomeiny. Beaucoup ont choisi de fuir le pays pour échapper à la conscription, rejoignant la Turquie où le nombre des Iraniens atteint 1 à 2 millions de personnes.

8) Le culte du "martyre" et la promesse d'un accès direct au Paradis pour ceux qui meurent au combat dans la "guerre sainte" sont des ingrédients idéologiques fondamentaux de la mobilisation iranienne.

ne pouvait d'ailleurs en aller autrement pour une guerre de faible "intensité en capital" et de haute "intensité en main-d'œuvre", comme l'illustrent la stratégie des "vagues humaines" et le rôle important des *Sepahé Pasdaran* (gardiens de la révolution) et autres *Bassidji* (volontaires) dans les combats. Ce choix était le seul possible pour la guerre des *mollahs* et ce, pour plusieurs raisons combinées : limitation des ressources financières disponibles ; rupture avec les Etats-Unis, source principale de l'armement iranien de haute technologie, et difficulté d'accès à des sources de rechange ; avantage numérique sur l'Irak de plus de trois contre un ; énorme problème de chômage à résorber (9). La conséquence en a été, bien entendu, trois fois plus de victimes du côté iranien : de 750 000 à un million de morts, contre près de 300 000 du côté irakien. Cela d'autant plus que pour tenter de briser les "vagues humaines" assaillant son territoire, Bagdad a utilisé à plusieurs reprises des armes chimiques.

Jusqu'en 1986, les candidats au suicide n'ont pas manqué pour la guerre des *mollahs*. Les victoires remportées semblaient justifier l'hécatombe, même si le coût en vies humaines du mètre carré de territoire irakien occupé était exorbitant. La dernière grande victoire iranienne, la prise de la péninsule de Fao en février 1986, avait été obtenue par une offensive de plusieurs semaines impliquant près d'un demi-million de combattants. Un an plus tard, le moral des troupes iraniennes était irrémédiablement brisé. Deux facteurs y avaient concouru : un facteur politique, d'abord, avec le scandale de l'*Irangate* en novembre 1986 et la révélation des rapports établis entre les dirigeants iraniens, d'une part, les Etats-Unis et Israël d'autre part. Etalée au grand jour, la duplicité des ténors du régime de Téhéran fit l'effet d'une douche froide sur les plus acharnés de leurs combattants, ceux qui précisément avaient cru leurs discours auparavant.

Une profonde crise de confiance s'installait entre le régime et la fraction idéologique de ses troupes, celle qui en constituait le fer de lance. Le second facteur, encore plus important, quoique lié au précédent dans une mesure difficile à déterminer, est d'ordre militaire : l'échec de la grande offensive lancée par l'Iran, en janvier 1987, pour s'emparer du port de Bassorah, deuxième ville de l'Irak et capitale du Sud chiite du pays. Les "vagues humaines" iraniennes se lancèrent infructueusement, pendant cinq semaines, à l'assaut des défenses irakiennes : 200 000 assaillants concentrés sur un front de trois kilomètres, avec pour résultat 50 000 à 70 000 tués ou blessés dans leurs rangs. L'élan des troupes de Téhéran, sans cesse renouvelé depuis 1981, était stoppé.

La lettre ouverte de Bazargan

Mehdi Bazargan, figure de proue de l'unique opposition (libérale islamique) tolérée en Iran, exprimait certainement l'opinion majoritaire de la population du pays dans sa lettre ouverte à l'homme fort du régime, Rafsandjani, en date du 25 janvier 1987. Au moment où l'offensive iranienne contre Bassorah s'essouffait, Bazargan, en s'adressant au président du Parlement et représentant de Khomeiny auprès du Conseil supérieur de la défense, s'en prenait de fait implicitement à ce dernier. Sa lettre mérite d'être longuement citée :

"Qui vous a donné le droit, écrivait-il, de disposer de la vie des générations actuelles et des richesses du pays pour obtenir, comme vous le dites, le châtiement d'un homme, même si cet homme est le plus grand criminel de tous les temps ? Sa tête vaut-elle la vie de centaines de milliers et peut-être de millions de tués et la destruction de villes entières ?..."

"Votre mot d'ordre de "Guerre, guerre jusqu'à la victoire" est en train de se transformer en "Guerre, guerre jusqu'à la destruction totale". Qui vous a mandaté pour conduire le peuple vers une destruction totale sous le prétexte d'obtenir la chute de Saddam Hussein, alors que la disparition de ce dernier n'aboutirait qu'à son remplacement par un autre dictateur ou par un gouvernement favorable aux Etats-Unis, une éventualité que vous avez affirmé que vous accepteriez ?..."

"Israël est le plus grand gagnant de cette guerre. Il jette de l'huile sur le feu, et son objectif est la destruction totale des forces militaires irakiennes et iraniennes, afin de se débarrasser des deux armées en même temps..." (10).

En dépit du contrôle étroit exercé par les divers appareils du régime khomeiniste sur les masses iraniennes, les manifestations et incidents témoignant d'un sentiment anti-guerre grandissant vont se multiplier en Iran, à partir de 1987, tandis que la capacité du régime d'organiser des manifestations de masse va se rétrécir comme peau de chagrin. Parallèlement,

l'enrôlement volontaire diminuera sensiblement, tandis que le nombre des déserteurs s'accroîtra. La recrudescence de la "guerre des villes" alimentera la désaffection des masses à l'égard du carnage que leur infligeait l'entêtement obsessionnel d'un Khomeiny. En février dernier, une nouvelle étape de cette "guerre des villes" sera franchie par l'Irak, dont les missiles - des Scud-B soviétiques de portée améliorée par allègement - atteindront, pour la première fois, Téhéran où se concentraient jusqu'alors plus du quart de la population iranienne (11). Enfin, les fortes images, largement diffusées en Iran, du massacre perpétré à l'arme chimique par l'armée irakienne dans la ville kurde de Halabja (Kurdistan irakien), prise en mars par les forces iraniennes et leurs alliés kurdes d'Irak, contribueront de manière importante à la démoralisation des troupes de Téhéran. Elles étaient la cruelle démonstration du fait que, pris à la gorge, le régime irakien ne reculerait devant aucune atrocité pour enrayer la progression des Iraniens sur son territoire. L'enjeu - le renversement de Saddam Hussein - apparaissait de plus en plus, même à nombre de khomeinistes, comme sans commune mesure avec les centaines de milliers de morts qu'il avait déjà coûté et le nombre plus grand encore de vies qu'il faudrait sacrifier pour tenter de l'atteindre.

La débâcle

Dès lors, ce sera la débâcle pour les troupes iraniennes. En avril, Fao sera reprise en moins de deux jours de combat. Les Iraniens abandonneront la péninsule en débandade, y laissant une quantité impressionnante de matériel. Le même scénario se reproduira, en succession rapide, dans la région de Chalamchek, les marais de Howeizah les îles Majnoun et finalement, fin juin, le Kurdistan irakien. En trois mois, on eût dit que le film des six années précédentes s'était déroulé en marche arrière accélérée. De telle sorte qu'en juillet, l'Irak avait non seulement récupéré l'intégralité de son territoire, mais il s'était permis d'occuper des parcelles de territoire iranien en guise de monnaie d'échange, dans la perspective de négociations pour le règlement du conflit. La nouvelle disposition des combattants iraniens à la reddition lui avait permis, par ailleurs, de capturer quelques milliers de prisonniers supplémentaires pour redresser une balance qui, à cet égard, penche nettement en faveur de l'Iran.

Etranglement économique, mécontentement social de la population, désaffection politique croissante envers le régime et la guerre, débâcle militaire et retournement complet de la situation en faveur de

9) L'équation irakienne était symétrique. Il en a résulté, pour l'Irak, le recours à près d'un million de travailleurs immigrés égyptiens pour remplacer à la production les Irakiens mobilisés, ainsi qu'un recours au travail féminin beaucoup plus important qu'en Iran.

10) *Le Monde*, 8-9 février 1987.

11) Par son éloignement géographique de la ligne de démarcation, Téhéran était restée jusque-là à l'abri des missiles, contrairement aux villes plus proches du front, dont Bagdad, cible des missiles iraniens depuis 1985.



l'Irak empiétant à nouveau sur le territoire iranien : tout concourait à faire de l'acceptation du cessez-le-feu la seule option sensée pour l'Iran. Or, le bon sens n'étant pas, chez les intégristes, la chose la mieux partagée, il se trouve au sein du régime iranien des fractions qui, jusqu'à ce jour, refusent cette option. Khomeiny lui-même, sans le feu vert duquel l'annonce faite le 18 juillet eût été impensable, hésita jusqu'au dernier jour. Au lendemain de la tragédie de l'Airbus, début juillet, les serments de guerre à outrance, tels ceux cités au début de cet article, s'étaient multipliés à Téhéran. Seul Rafsandjani cherchait à calmer les esprits : à l'ayatollah Montazeri - porte-parole des intégristes militants et, jusqu'à nouvel ordre, successeur désigné de Khomeiny qui, cependant, le contrecarre de plus en plus - qui demandait à ce dernier de "donner l'ordre à tous les réseaux de résistance à l'intérieur et à l'extérieur du pays d'attaquer les intérêts américains dans le monde entier", le président du Parlement rétorquait en mettant en garde contre toute "réaction maladroite" qui ne pourrait que servir les Etats-Unis en "atténuant la pression internationale qui s'exerce actuellement sur eux".

L'homme fort du régime

Rafsandjani, dont l'habileté démagogique n'est plus à démontrer, parvint même à faire de la tragédie de l'Airbus le principal prétexte de la décision d'accepter le cessez-le-feu, pour laquelle il penchait certainement depuis longtemps. Il expliqua, le 18 juillet, que cette tragédie avait été l'élément décisif qui avait convaincu Khomeiny de changer de position (alors que l'intéressé avait abondé, quelques jours auparavant, dans le sens contraire). Qualifiant l'affaire de "tournant", il la présenta comme "une déclaration de l'Amérique montrant qu'elle pouvait commettre des crimes abominables si l'Iran continuait la guerre".

Khomeiny, lui, fut moins hypocrite. Avouant, le 20 juillet, que la décision d'arrêter la guerre lui avait été "plus pénible que d'absorber du poison", il reconnut que, "quelques jours avant", il était "encore convaincu qu'il fallait continuer la guerre contre Bagdad", mais refusa de révéler ce qui l'avait amené à changer d'avis. "Je vous avais promis de me battre jusqu'à ma dernière goutte de sang" (sic), mais "j'ai renoncé à ce que j'avais dit et j'ai confié ma dignité au jugement de Dieu", ajouta-t-il. A ceux qui pourraient se demander "à quoi a servi le sang versé de nos jeunes", Khomeiny répondit par la même occasion, dans le style ubuesque qui le caractérise, que ceux-là oubliaient "le sens de la philosophie du martyr" qui fait "de nos martyrs des hommes éternels !".

En fait, c'est Rafsandjani qui a arraché sa décision à Khomeiny (12), décision qui renforce son propre pouvoir et le confirme dans sa position d'homme fort du régime iranien. Dans un précédent article (13), nous avons affirmé que Rafsandjani avait tout intérêt à ce que la guerre cesse,

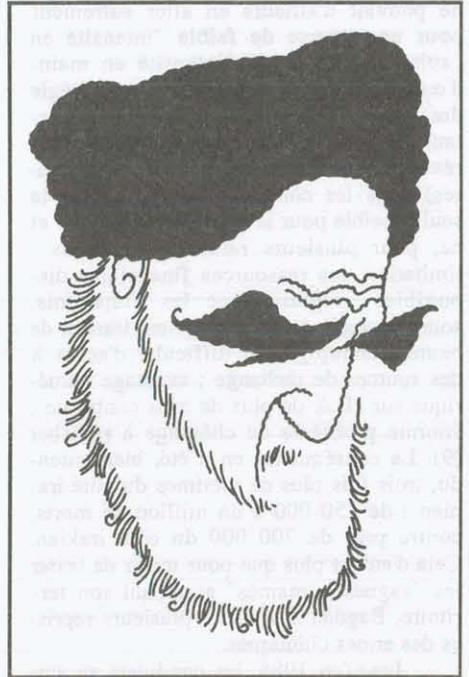
notamment parce que le retour de l'armée régulière du front ferait pencher décisivement la balance en sa faveur à Téhéran ; c'est encore plus vrai aujourd'hui. Depuis l'essoufflement de l'offensive iranienne contre Bassorah au début de 1987, Rafsandjani (alors "représentant de l'Imam" auprès du Conseil supérieur de défense), qui avait été un chaud partisan de cette offensive (Kerbala - 5) pour faire oublier son rôle dans l'*Irangate*, avait cyniquement rejeté la responsabilité de l'échec sur les troupes irrégulières des *Pasdarans* et *Bassidjis*, chair à canon des "vagues humaines". Il dénigrait ainsi, du même coup, un bastion essentiel des tendances du régime opposées à sa personne, tout en se lançant dans une surenchère guerrière hautement hypocrite qui lui valait la faveur d'un Khomeiny obsédé, avant tout, par sa haine de Saddam Hussein et soucieux de maintenir la cohésion du régime qu'il avait fondé.

L'attitude conciliante envers Rafsandjani adoptée par Khomeiny sera un facteur décisif de clivage au sein de la mouvance intégriste qui lui était dévouée, entre les plus "radicaux", opposés au président du Parlement et ralliés autour de l'ayatollah Montazeri, et les inconditionnels de "l'Imam", menés par son propre fils Ahmed Khomeiny, ainsi que par les *hadjatalslams* (14) Khoeyniha et Mohtashami. Ainsi, bien que cette dernière fraction emporta la majorité des sièges aux élections parlementaires du printemps dernier, elle n'en reconduisit pas moins Rafsandjani dans ses fonctions de président de l'Assemblée.

Le ralliement de l'Imam

Auparavant, Khomeiny était intervenu en faveur du gouvernement dirigé par Hussein Mossavi, un allié de Rafsandjani, contre une autre fraction du régime opposée à ce dernier et prépondérante au sein du Conseil de surveillance de la Constitution (CSC). Cette fraction regroupée dans l'Association des religieux combattants de Téhéran et liée au Conseil central des commerçants de la capitale, est l'aile la plus conservatrice du régime, s'opposant à toute mesure susceptible de porter la moindre atteinte aux principes sacrés de la propriété privée et de la liberté du commerce. Sur le plan de la politique extérieure, elle trouve néanmoins son compte dans l'extrémisme anti-américain et anti-irakien et converge sur ce terrain avec les partisans de Montazeri, comme sur le terrain du combat contre la fraction Rafsandjani. En janvier dernier, Khomeiny décréta, à la surprise générale, que l'action du gouvernement devait primer sur les "lois secondaires de la religion" invoquées souvent par le CSC. Il bouleversait ainsi une pratique en vigueur depuis 1980.

Au printemps, la série accablante de défaites subies par les forces iraniennes finit par convaincre "l'Imam" de se rallier au point de vue de Rafsandjani, et de se décharger sur lui de la responsabilité d'une



guerre qui prenait une allure de déroute pour l'Iran. Le 2 juin, Khomeiny nommait Rafsandjani commandant en chef des forces armées par intérim, lui donnant "pleins pouvoirs" pour "unifier toutes les forces militaires" sous sa direction. Celui-ci, grand opportuniste dénué de scrupules, prononça le lendemain un discours de remerciement des plus démagogiques, dans lequel il s'engageait à "poursuivre la guerre contre l'Irak à n'importe quel prix... jusqu'à la réalisation de tous les objectifs fixés par l'Imam Khomeiny". On sait ce qu'il en fut. La première mesure de Rafsandjani en vertu de ses nouveaux pouvoirs, fut cependant d'imposer au commandant des *Pasdarans*, Mohsen Rezaï, une autocritique humiliante devant les caméras de la télévision. Il chercha également à renforcer l'armée régulière. Que veut Rafsandjani ? L'homme fort actuel du régime iranien peut être décrit comme un partisan d'une normalisation et d'une stabilisation de l'Iran en tant que pays capitaliste en voie de développement. Il veut renforcer le rôle d'un Etat consolidé et homogénéisé dans le développement de l'économie et sa gestion, ainsi que dans la régulation d'une société dont il sait que les déséquilibres actuels sont hautement explosifs.

Il veut, dans cette optique générale, rétablir les liens de confiance avec le capital mondial, y compris avec l'impérialisme américain, ce dont il se cache de moins en moins. Jusqu'au 18 juillet, Rafsandjani justifiait ce choix par les impératifs de la guerre contre l'Irak : "Nous avons, disait-il encore le 2 juillet, par nos gesticulations révolutionnaires, poussé ceux qui auraient pu rester neutres, dans le camp de nos ennemis et nous n'avons rien fait pour gagner à notre cause ceux qui auraient pu être des amis".

12) Voir à ce sujet les informations rapportées de Téhéran par Jean Gueyras, dans *Le Monde* des 21-22 août 1988.

13) Voir *Inprecor*, op. cit.

14) Rang inférieur à celui d'ayatollah dans la hiérarchie des théologiens chiïtes.

C'est la fraction Rafsandjani qui est à l'origine de l'amélioration notoire des relations de l'Iran avec les pays impérialistes, cette année, signalée de manière spectaculaire par la libération progressive des otages occidentaux détenus au Liban, à commencer par les otages français. Depuis le 18 juillet, Rafsandjani cherche à mettre en valeur d'autres justifications au rapprochement avec Washington que la question de la guerre contre l'Irak. Ainsi soulignait-il récemment, devant un groupe d'universitaires américains participant à une conférence à Téhéran au mois d'août, la convergence des deux Etats sur le terrain de l'anticommunisme (15).

L'administration américaine, qui connaît bien Rafsandjani pour avoir traité avec lui jusqu'à ce que le pot aux roses fut découvert en novembre 1986, ne pouvait qu'être satisfaite par la concentration de nouveaux pouvoirs entre ses mains depuis le 2 juin. Quelques jours plus tard, le magazine américain *Newsweek* citait un "expert" du Département d'Etat qui y voyait une occasion à saisir sans tarder "pour avancer vers la fin de la guerre Iran-Irak, aussi bien que pour améliorer les relations entre les Etats-Unis et l'Iran" (16). "L'expert" avait vu juste. Trois semaines plus tard, dans le même magazine, Henry Kissinger, autre "expert" écouté à Washington, expliquait ce qui suit :

"Fondamentalement, il y a peu de nations au monde avec moins de raisons de querelle et plus d'intérêts compatibles que l'Iran et les Etats-Unis. Bien que le Shah vint à symboliser l'amitié entre les deux pays dans les années soixante-dix, ces intérêts ne dépendaient pas de lui. Ils reflétaient des réalités politiques et stratégiques qui continuent aujourd'hui" (...).

"Deux menaces radicales existent dans le Golfe : l'Irak laïque et l'Iran intégriste (...). Tant que l'Iran semblait remporter la guerre, il était nécessaire pour les Etats-Unis de pencher pour l'Irak. Mais en définitive l'Amérique ne peut avoir d'intérêt concevable dans la victoire d'une des deux parties" (17).

La réconciliation avec "le grand satan"

Le titre de l'article de Kissinger était : "Il est temps de parler à l'Iran". Le 25 juillet, déclaration de Reagan : "S'ils veulent parler et s'ils sont prêts à le faire, c'est le moment". Le 26 juillet, réponse de Rafsandjani : "S'ils veulent parler, qu'ils adoptent une attitude qui ne soit pas hostile en libérant nos avoirs. Dans ce cas, nous userons de notre influence au Liban pour régler le problème des otages".

Les premiers gestes de Washington en direction de l'Iran seront effectués dès les premiers jours qui suivirent la nouvelle nomination de Rafsandjani en juin : protestation américaine contre l'utilisation par l'Irak d'armes chimiques (deux mois après le massacre de Halabja !); réception, le 9 juin, au Département d'Etat, de Jalal Talabani, chef de l'Union patriotique

kurde (du Kurdistan irakien), alliée à Téhéran et combattant aux côtés de ses troupes. En réaction à cette réception, Tarek Aziz, le ministre irakien des affaires étrangères, annula une rencontre qu'il devait avoir avec George Schultz; puis, le 28 juin, Saddam Hussein accusait les Américains de transmettre à l'Iran des informations obtenues grâce à leurs satellites. La tension entre Bagdad et Washington s'est accrue depuis : le 9 septembre, le Sénat des Etats-Unis allait jusqu'à adopter une motion demandant que de lourdes sanctions économiques soient infligées à l'Irak. La riposte à Bagdad fut une manifestation de 10 000 personnes organisée par le régime, le 11 décembre, devant l'ambassade américaine et dénonçant la collusion entre les Etats-Unis et Israël. De fait, ce dernier, qui ne cacha pas sa déception devant les succès militaires remportés par l'Irak, ne manque pas d'inciter Washington contre Bagdad.

La défiance irakienne

La promotion de Rafsandjani début juin, la réaction positive immédiate de Washington à cette promotion, sont des facteurs qui ne pouvaient que susciter une profonde défiance de la part du régime irakien. Ainsi, lorsque l'Iran annonça son acceptation de la résolution 598, le 18 juillet, Bagdad se garda bien de donner son accord pour un cessez-le-feu immédiat. La dictature baassiste demandait des garanties de bonnes intentions de la part de Téhéran et cherchait à consolider son avantage militaire sur le terrain. L'exigence par Bagdad de négociations directes avec Téhéran visait à s'assurer que le régime des mollahs était bien prêt à s'accommoder de l'existence du régime baassiste dont il avait juré la perte. L'Irak obtint gain de cause à cet égard et le cessez-le-feu, supervisé par l'ONU, put entrer en vigueur en août. Depuis, les négociations entre les deux Etats butent sur une nouvelle condition posée par l'Irak pour retirer ses troupes des portions de territoire iranien qu'elles occupent : celle de débayer le Chatt-Al-Arab, confluent du Tigre et de l'Euphrate et unique voie d'accès de l'Irak aux eaux du Golfe.

En fait, Bagdad cherche à s'assurer du caractère définitif de la renonciation de l'Iran à la guerre et à obtenir le maximum de concessions possibles en échange de la seule carte qu'il détient dans les négociations présentes, celle du retrait de ses troupes. La dictature baassiste est angoissée par l'idée que l'Iran cherche uniquement à jouir d'un répit tactique, plus ou moins prolongé, pour reconstituer ses forces et repartir à l'assaut de l'Irak, avec la complicité des Etats-Unis cette fois-ci. Elle sait, d'autre part, que même si Rafsandjani désirait réellement la paix, d'autres fractions du régime des mollahs y sont opposées. L'annonce faite par le nouveau chef des forces armées iraniennes, le 18 juillet, avait été qualifiée de "trahison" par le journal *Ressalat*, porte-parole de la fraction ultra-conservatrice.

De leur côté, les *Pasdaran* partisans de l'ayatollah Montazeri ne cachent pas leur rancune contre le même Rafsandjani (18). L'issue du conflit entre ces diverses fractions, surtout après la mort sans doute prochaine de Khomeiny, déterminera l'évolution des rapports entre l'Iran et l'Irak et l'avenir de la paix.

Cette grande marge d'incertitude explique l'extrême sauvagerie avec laquelle Bagdad a entrepris de rétablir son contrôle total sur la partie du Kurdistan incluse dans ses frontières étatiques. Saddam Hussein cherche ainsi à mettre à profit, lui-même, le plus vite possible, ce qui pourrait n'être qu'une trêve éphémère, pour se débarrasser d'une rébellion nationale qui l'a considérablement gêné militairement en s'alliant à l'Iran. De l'autre côté de la frontière, le régime des mollahs procède, depuis le cessez-le-feu, à des exécutions en chaîne de prisonniers politiques.

Ainsi donc, l'arrêt du carnage à la frontière des deux Etats, pour positif qu'il soit, sans le moindre doute, et à supposer qu'il soit durable, ne signifie nullement l'arrêt des tueries à l'intérieur de leurs frontières. En vérité, les peuples de la région ne connaîtront de véritable paix, civile et extérieure, que lorsqu'ils se seront débarrassés de toutes les formes d'oppression sociale et nationale, en éliminant les classes et couches porteuses de ces oppressions et fauteuses de guerre. En attendant, leur calvaire continuera sous diverses formes. ■

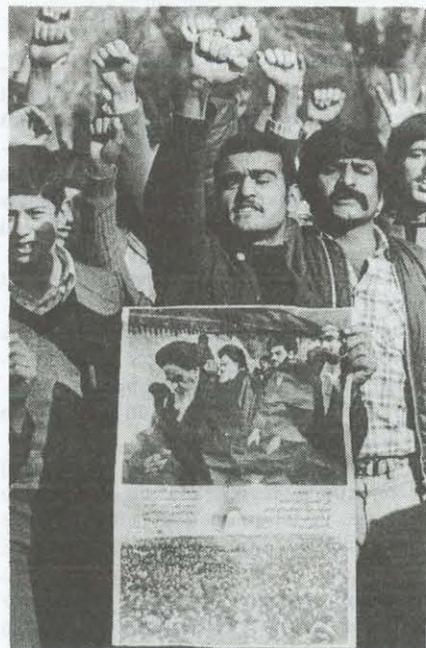
15 septembre 1988

15) Voir l'article de J. Gueyras, op. cit.

16) *Newsweek* du 27 juin 1988.

17) *Newsweek* du 18 juillet 1988.

18) "Tout récemment encore les pasdaran ont distribué à Téhéran des posters représentant une bannière étoilée dans le centre de laquelle on pouvait reconnaître clairement le visage de Rafsandjani". J. Gueyras, op. cit.



La bourgeoisie réforme son Etat

LA DECISION du gouvernement de Martens (huitième de la série) de réformer l'Etat belge pour aboutir à un Etat fédéral en l'an 2000, pourrait bien marquer un tournant dans la vie politique du pays. La première étape, déjà franchie, concerne surtout le transfert des compétences aux régions et aux communautés. La seconde, à lancer cet automne, porte sur le financement des compétences régionalisées. La troisième enfin qui sera sans doute votée à l'été 1989 mettrait en place définitivement les institutions de la Belgique fédérale, leur fonctionnement et leur articulation.

**Alain TONDEUR
François VERCAMMEN**

TOUS LES DISCOURS sur la "priorité donnée au socio-économique" n'ont pas empêché les précédents gouvernements de Martens de tomber sur la question communautaire. Le propre personnel politique de la bourgeoisie était de plus en plus divisé. Les tensions entre les partis sociaux-chrétiens wallon et flamand étaient devenues insupportable. Les mesures de "pacification" se sont avérées inefficaces. Ce qui nuisait à la stabilité politique et minait la crédibilité des institutions. La bourgeoisie s'est montré incapable de gérer le "problème communautaire", c'est-à-dire, la question des nationalités en Belgique.

Question sociale et question nationale

En Belgique, la question des nationalités et la question sociale sont intimement liées car l'évolution des deux nationalités a été fortement influencée par le développement économique au cours des six ou sept derniers siècles et notamment depuis que le capitalisme a triomphé à la fin du XVIIIe siècle.

Contrairement à la plupart des autres pays d'Europe, la Belgique n'est pas le résultat d'un long processus historique d'unification dans le cadre d'un Etat national, nourri par un développement économique croissant à partir du XVe ou du XVIe siècle.

Deux siècles durant (quatre en Flandre) l'économie a stagné et la vie culturelle a balbutié. A tel point que la bourgeoisie dans ces régions (on ne peut pas parler de "Belgique" à l'époque !) n'était pas assez forte pour prendre elle-même le pouvoir politique et briser le système féodal. Ce sont les armées révolutionnaires françai-

ses qui s'en sont chargées, en 1793. D'où la francisation de toute la classe bourgeoise "belge", même en Flandre.

La conquête de l'indépendance, en 1830, n'était pas une vraie révolution : c'était un soulèvement populaire contre la domination hollandaise, une révolution prolétarienne avant terme, récupérée et dévoyée par la bourgeoisie financière et industrielle bruxelloise qui en a fait une révolution bourgeoise "nationale", avec le soutien du capitalisme français.

C'est ainsi que la Belgique est née comme Etat unitaire avec une bourgeoisie et deux peuples.

L'Etat belge a quelques caractéristiques qui font sentir leurs effets même aujourd'hui, jusque dans la vie politique courante.

L'Etat belge (le territoire et l'appareil d'Etat) est une création tardive et artificielle. Sa base sociale est limitée, il est peu populaire (la famille royale par exemple !), sa légitimité est très faible dans la classe ouvrière. Résultat d'une histoire broyée, il n'a ni racines profondes ni passé ni avenir. En un mot, c'est un Etat sans prestige.

Cela découle aussi du fait que cet appareil d'Etat, dès le début, est intervenu brutalement en faveur de la classe dominante, contre une classe ouvrière qui, jusqu'à la Première Guerre mondiale, était maintenue dans une misère noire et privée de tout droit démocratique.

A l'époque, la misère sociale était encore pire - si possible - en Flandre qu'en Wallonie. Car en Flandre, elle allait de pair avec une oppression nationale-culturelle. La bourgeoisie flamande était francisée. Toute la vie officielle se déroulait uniquement en français : administration, tribunaux, culture. Il a fallu attendre 1932 pour que la langue flamande soit officiellement reconnue comme égale à la langue française !

La montée de l'industrie à partir de la

deuxième moitié du XVIIIe siècle s'est produite presque exclusivement en Wallonie. Le peuple (c'est-à-dire la classe ouvrière) s'est dès lors uniquement préoccupé de la "question sociale". La lutte contre l'arriération économique de la Flandre, contre l'oppression linguistique culturelle de la Flandre, a été ignorée, le français étant la seule langue commune de toutes les classes, au sud du pays.

La véritable prise de conscience wallonne est le produit récent du déclin économique du capitalisme et de la lutte (des échecs) du prolétariat. La grève générale de 1960-61, pour le syndicat socialiste, la Fédération générale de travail de Belgique (FGTB) wallonne, n'était pas seulement une lutte contre la régression sociale du gouvernement Eyskens, mais aussi contre le démantèlement des charbonnages, de la sidérurgie, de l'industrie métallurgique qui formaient le cœur de la Wallonie et de la classe ouvrière wallonne.

Ce mouvement wallon est essentiellement un mouvement ouvrier et le fédéralisme est pour lui un moyen d'arrêter le déclin économique.

Le mouvement flamand classique et le mouvement wallon plus récent sont essentiellement des mouvements populaires fécondés par des préoccupations culturelles, socio-économiques, socio-culturelles. Sous plusieurs aspects, ils présentent un caractère démocratique, progressiste et potentiellement anti-capitaliste.

Un mouvement bourgeois

Le nouveau mouvement flamand, celui qui pèse de tout son poids aujourd'hui sur les institutions de l'Etat, est un mouvement typiquement bourgeois. Il est le résultat de l'envolée économique de la Flandre dans les années 60, de la formation d'une riche couche d'industriels, d'entrepreneurs, de banquiers, de professions libérales. Ces couches sociales veulent fédéraliser l'Etat pour renforcer leur pouvoir en tant que partie de la classe dominante.

Elles utilisent la rancune historique accumulée et quelques vestiges d'inégalités politiques et culturelles, pour pousser en avant trois objectifs : remodeler l'Etat belge contre la bourgeoisie francophone bruxelloise traditionnelle ; intensifier l'exploitation du prolétariat flamand ; détruire définitivement le spectre d'une "Wallonie rouge".

Cependant, démanteler l'Etat unitaire dans un sens fédéral risque de libérer des forces centrifuges et créer une dynamique autonomiste/séparatiste, surtout du côté flamand. Pour Martens, donc, la fédéralisation doit aller de pair avec la mise en place d'un "pouvoir central fort" qui, bien sûr, se retournera... contre les travailleurs. ■

**D'après La Gauche,
6 septembre 1988**

D'Atlanta à la Nouvelle-Orléans

LA CONVENTION DEMOCRATE qui s'est tenue du 17 au 21 août 1988 à Atlanta a déçu les partisans du leader noir Jesse Jackson. Dans la forme comme dans le fond, ceux-ci n'ont guère obtenu les concessions qu'ils croyaient mériter. Déjà en avril, un front s'était constitué contre Jackson autour de la candidature de Michael Dukakis, assurant à ce dernier la première place et la nomination à la présidence.

Les partisans de Jackson n'en étaient alors qu'à leurs premiers déboires. Leur plus grande déception (à ce jour !) est venue d'Atlanta avec la sélection du conservateur modéré, Lloyd Bentsen, comme candidat à la vice-présidence.

Enfin, ni la plate-forme électorale votée par le parti, ni même l'attitude adoptée par Dukakis à l'égard de Jackson — alternant rebuffades et appels à l'aide — n'ont apporté de réconfort aux adeptes de la "Jackson Action".

John Barzman

LE PARTI DEMOCRATE a donc bien fonctionné. Au terme de plus de six mois d'élections primaires, il pourra compter sur les voix de 6,7 millions de Noirs et de travailleurs mécontents qui se sont portées sur Jackson, au prix de concessions négligeables à leurs revendications.

L'effet Jackson

La campagne de Jesse Jackson avait suscité un élan d'enthousiasme chez les laissés-pour-compte de l'ère Reagan : Noirs, Latins, travailleurs sous-payés, ouvriers syndiqués menacés par la fermeture de leur entreprise, chômeurs, agriculteurs endettés. La tonalité de sa campagne tranchait avec le discours néo-libéral dominant. Avec la verve qui lui vient de près de trente ans de militantisme dans le mouvement pour les droits civiques et de sa carrière de prédicateur, il parlait au nom des exclus, des pauvres, des descendants d'esclaves, et dénonçait les grandes sociétés capitalistes et la cupidité et les privilèges des riches.

Là où Reagan prêchait la déréglementation, Jackson réclamait, avec plus ou moins de précision, un renouveau de l'action gouvernementale en faveur des moins bien lotis : doublement du budget de l'éducation, programmes d'aide aux pauvres, aux mal-logés, extension de la sécurité sociale aux dépenses de santé (1), relèvement du salaire minimum bloqué à 3,35 dollars de l'heure depuis 1981, limitation du droit des entreprises à fermer leurs usines sans préavis, et rétablissement de l'impôt progressif frappant les riches. En politique étrangère, Jackson

appelait à cesser l'aide américaine aux *contras* nicaraguayens et aux forces angolaises de Savimbi alliées au régime de Prétoria, à déclarer l'Afrique du Sud "Etat terroriste", à geler le budget du Pentagone à son niveau actuel, et à reconnaître l'Organisation de libération de la Palestine. La position de Jackson sur ces questions était souvent floue et sujette à des reculs, mais l'image générale de sa campagne contrastait si nettement avec celle des autres candidats, aussi bien démocrates que républicains, qu'elle avait trouvé un écho chez les Noirs et les travailleurs dégoûtés par huit ans de "reaganisme" et inquiets de la tournure que pouvait prendre l'économie après le krach de Wall Street en septembre 1987.

Politiciens démocrates noirs

La colonne vertébrale de la campagne officielle de Jackson est constituée par les politiciens noirs démocrates, c'est-à-dire, pour l'essentiel, les appareils de clientélisme municipal. (Voir l'article de Joanna Misnik dans *Inprecor*, numéro 263 du 11 avril 1988.) Ces appareils dispensent des places salariées dans la hiérarchie des administrations et répartissent les subventions du gouvernement fédéral, des Etats, des comités et des villes, aux petits entrepreneurs qui leur sont liés. Cette année, contrairement à 1984 où la campagne de Jesse Jackson n'avait pas reçu le soutien de certaines personnalités noires, sa candidature a rallié la quasi-totalité de ces forces. En effet, la politique de Reagan a encore élargi le fossé entre Noirs et Blancs et sape l'influence de cette petite-bourgeoisie noire. Celle-ci espère donc renforcer son poids dans les institutions au moyen d'une présence plus

organisée et massive dans le Parti démocrate.

En fin de compte, Jackson a obtenu plus de 90% des voix des électeurs démocrates noirs dans les primaires. Mais ces derniers ne sont pas organisés dans des comités de quartiers ou mouvements de masse. Aussi, la voix de ces masses noires a du mal à se faire entendre dans les hautes sphères de la campagne.

Au fur et à mesure que l'ancien dirigeant du mouvement des droits civiques élargissait son audience, on a vu des sections syndicales locales et même des unions régionales de syndicats, des personnalités latinos, des associations d'agriculteurs, des politiciens démocrates locaux considérés comme progressistes, des dirigeants du mouvement pour les droits des homosexuels et lesbiennes, se rallier à sa candidature. Cependant, la plupart des associations féministes, notamment l'Organisation nationale des femmes (NOW), sont restées plus réservées. Enfin, la confédération syndicale AFL-CIO a annoncé qu'elle restait neutre, position qui satisfaisait à la fois son aile droite, qui souhaitait un candidat plus modéré, et certains partisans de Jackson qui préféraient ne pas entrer dans une négociation en vue d'obtenir le soutien de la confédération qu'ils jugeaient largement discréditée et trop conservatrice.

La coalition Arc-en-ciel

La campagne officielle de Jackson s'est doublée d'une esquisse de mouvement progressiste indépendant, la Coalition Arc-en-Ciel. Dans cette coalition se sont retrouvés la grande majorité des militants des diverses causes progressistes existant aux Etats-Unis à l'heure actuelle : associations d'aide aux sans-abris et mal-logés, aux pauvres, syndicalistes dissidents, pacifistes contre la course aux armements nucléaires, coalitions anti-racistes, écologistes, militants anti-apartheid et anti-intervention en Amérique centrale, défenseurs des droits des homosexuels et lesbiennes, organismes d'assistance aux immigrés, partisans d'un système de sécurité sociale élargi ou d'une école publique sans ségrégation et pluraliste.

On hésite à qualifier ces causes de mouvements sociaux dans la période actuelle, parce qu'il leur manque en général un ou plusieurs des éléments qui avaient assuré une dynamique plus permanente aux mouvements noir et anti-guerre dans les années 60, ou au mouvement syndical dans les années 30 et 40 : audience de masse, structures de base ouvertes à tous ceux et celles qui sont concernés par leur revendication, engagement quasi-perma-

1) A l'heure actuelle, le système de sécurité sociale ne fournit que la retraite des travailleurs ; il existe des assurances-maladie privées, des assurances fournies par certains syndicats et/ou employeurs à leur membres ou employés, et l'assistance publique pour les pauvres ; mais cela ne couvre pas des millions de travailleurs pour qui les frais-maladie ne sont pas remboursés ; enfin, même les personnes assurées peuvent être conduites à la faillite en cas de maladies longues entraînant le dépassement du plafond de leur assurance-maladie.

ment d'un large milieu de militants, formes de démocratie interne.

Enfin, la gauche organisée américaine s'est également engouffrée dans sa quasi-totalité dans la campagne de Jackson et la Coalition Arc-en-Ciel. Pour les Socialistes démocratiques d'Amérique (DSA) dirigés par Michael Harrington, le parti social-démocrate reconnu par l'Internationale socialiste aux Etats-Unis, le soutien à Jackson a représenté une légère évolution à gauche. En effet, en 1984, ce parti avait hésité à soutenir Jackson, un large secteur lui préférant Walter Mondale, le candidat plus modéré soutenu par la bureaucratie de l'AFL-CIO. Les sociaux-démocrates, dont l'influence va bien au-delà de leur petite organisation, rechignaient aussi devant les programmes d'action affirmative en faveur des Noirs et la reconnaissance de l'OLP, défendus par Jackson. Le même type de réserves s'est exprimé cette année dans l'hebdomadaire social-démocrate *In These Times*. Cependant, cette fois-ci, le candidat officiel, Dukakis, refusant de reprendre clairement les revendications de l'AFL-CIO, et un large courant d'opinion se dessinant derrière le pasteur noir, les DSA ont soutenu ce dernier. Il s'agit pour eux de renforcer l'aile libérale du Parti démocrate afin d'en faire un "vrai parti des réformes". Les DSA n'envisagent une scission du Parti démocrate et la formation d'un parti travailliste que dans un avenir très lointain, et d'ailleurs uniquement lorsqu'un "extrémiste de gauche" les interroge à ce sujet.

La gauche et la campagne

Egalement présents dans cette Coalition Arc-en-ciel, le Parti communiste (PC) et diverses organisations maoïstes y poursuivent, selon des modalités nouvelles, la stratégie "des trois fronts" mise au point dans les années 40 : pénétration du Parti démocrate, création d'un parti indépendant progressiste large, et apparition communiste autonome, le tout devant déboucher à moyen terme (si la diplomatie soviétique ou chinoise le permettent) sur la formation d'un grand parti du peuple à la nature de classe mal définie. Le PC, qui avait présenté Gus Hall et Angela Davis lors des dernières élections présidentielles, ne se présente pas en 1988.

Enfin, un courant radical, socialisant, le Comité national pour l'action politique indépendante (NCIPA) participe à la Coalition Arc-en-ciel dans l'espoir d'en faire une structure permanente pouvant servir de base au lancement d'un parti progressiste indépendant. L'hebdomadaire *The Guardian* partage cette perspective et souligne le caractère historique de la présence au sein d'une même organisation, de militants du mouvement noir et de "radicaux blancs".

Seules quelques organisations de gauche, très minoritaires, n'ont pas participé à cette campagne. C'est notamment le cas des organisations auxquelles appartiennent les militants qui se réclament de la IVe internationale. *Solidarity* s'est largement adressée aux partisans de Jackson

par le biais de forums-débats et d'une brochure expliquant que cette campagne, malgré une dynamique indéniable, restait prisonnière du Parti démocrate, et appelant à une candidature indépendante. Le Parti socialiste des travailleurs (SWP) présente un candidat à la présidence, Mac Warren qui devrait figurer sur les listes électorales d'une vingtaine d'Etats. Action socialiste (SA) et la Tendance Quatrième internationale (FIT) ont expliqué la nécessité de la formation d'un parti ouvrier de masse et appelé à voter pour le candidat du SWP (2).

Par ailleurs, le Parti socialiste, fragment d'une ancienne gauche sociale-démocrate, et le Parti des ouvriers du monde, d'origine trotskyste, présentent également des candidats à la présidence dans quelques Etats.

L'audience de tous ces candidats socialistes reste assez réduite en raison de l'étroitesse de leur base organisationnel-



le, des lois électorales qui imposent des collectes de signatures démesurées et des règlements restrictifs sur l'apparition des candidats dans les médias. Notons aussi que cette élection présidentielle n'a vu aucune personnalité tenter de lancer un parti progressiste indépendant, à la nature de classe mal définie, comme le Parti des citoyens de Barry Commoner, écologiste socialisant, en 1980. Le pouvoir d'attraction de la campagne de Jackson n'a laissé aucune place à ce type d'opération (3).

Les sables mouvants du Parti démocrate

C'est en avril que la campagne de Jackson révèle pleinement sa capacité à canaliser le mécontentement des Noirs et des travailleurs. Jackson remporte les primaires du Michigan, Etat industriel du Midwest, devançant son principal rival Dukakis. A Detroit, travailleurs de l'automobile blancs et noirs s'unissent pour acclamer le candidat. Il semble que l'*Establishment* démocrate se soit alors entendu pour lui barrer la route. Les autres candidats démocrates se retirent en faveur de Dukakis et le maire de New York, Ed

Koch, déclenche une furieuse offensive contre la proposition de reconnaître l'OLP, défendue par Jackson, accusant ce dernier d'antisémitisme. Les médias redoublent d'articles arguant de ce qu'un Noir ne pourrait jamais obtenir une majorité dans une élection présidentielle et que les propositions de Jackson sont trop radicales pour être prises au sérieux. Les politiciens noirs, pressés par leurs collègues démocrates, exigent de Jackson qu'il modère sa campagne.

Jackson multiplie alors les garanties à la machine officielle du Parti. Il annonce que s'il était élu président, il refuserait de rencontrer Yasser Arafat (alors qu'il l'avait déjà rencontré en 1984) et soutient l'intervention américaine dans le golfe arabo-persique. Il nomme des vieux routiers du Parti démocrate à la tête de son comité de campagne, réduit de plus en plus la représentation de la Coalition Arc-en-ciel et prend ses distances par rapport à ceux qui cherchent à implanter des comités de campagne locaux réellement vivants. Dans ses débats avec Dukakis, il souligne leurs points communs et exalte l'unité du Parti. C'est la ligne qu'il suit jusqu'aux primaires de Californie, en juin, au cours desquelles il obtient 35% des voix démocrates.

De toute évidence, Jackson espère que le Parti démocrate lui revaudra son soutien. Il fait savoir qu'il serait seyant que Dukakis lui offre la vice-présidence, mais qu'en homme politique responsable, il la refuserait et se contenterait d'offrir ses conseils à Dukakis sur les divers candidats. On murmure que Jesse Jackson pourrait devenir directeur de la campagne de Dukakis et que d'importantes batailles se dérouleront pour intégrer les positions de Jackson dans la plate-forme électorale du parti.

Or, c'est l'inverse qui se produit. Ayant coupé toute retraite aux partisans de Jackson et assuré de leur soutien, Dukakis se lance dans la reconquête des électeurs démocrates modérés qui ont voté pour Reagan en 1984. Ces fameux "démocrates-Reagan" seraient les salariés aisés, travailleurs indépendants et petits entrepreneurs ayant bénéficié de la politique économique de Reagan. Pour les attirer, il faudrait leur faire oublier le Parti démocrate tombé aux mains des contestataires en 1972. Il faut donc une convention bien ordonnée, une plate-forme modérée et un vice-président aussi reaganien que possible.

Dukakis ne s'embarrasse même pas d'un rendez-vous officiel pour annoncer à Jackson son choix. C'est de la bouche des journalistes que le dirigeant noir apprend que Lloyd Bentsen a été choisi. Bentsen,

2) Solidarity est une organisation produit de la fusion de trois courants d'origine trotskyste, dont le Groupe Quatrième Internationale (FIC). Le FIC, la FIT, SA et le SWP sont des organisations en relation fraternelle avec la IVe internationale et qui en seraient membres si les lois américaines le permettaient.

3) A ce propos, signalons que le New Alliance Party, qui présente Leonora Fulani dans les cinquante Etats du pays est considéré par une grande partie de la gauche comme une secte qui ne saurait être considérée comme partie légitime de cette gauche.

millionnaire texan, réputé conservateur au point qu'on l'apparente à George Bush, le candidat républicain, soutient l'aide militaire à la contra nicaraguayenne et s'oppose à tout nouvel impôt frappant les riches. Une négociation s'engage alors sur la place de Jackson dans la campagne. En échange d'un grand discours télévisé du podium de la convention, Jackson accepte de convaincre ses troupes d'accepter quelques légères modifications de la plateforme démocrate (sur l'Afrique du Sud notamment) et une limitation extrême des débats. Les propositions d'augmenter les taxes payées par les riches, de geler le budget du Pentagone et de renoncer à la "première frappe" nucléaire sont rejetées. Quelques délégués de la coalition Arc-en-Ciel, excédés, agitent des pancartes contre l'aide aux *contras* et à Savimbi ; ils sont vite ramenés au calme par leurs dirigeants.

Dans son discours, retransmis sur de nombreuses chaînes de télévision à travers le monde, Jackson évoque l'oppression des Noirs aux Etats-Unis et les maux économiques auxquels les pauvres doivent faire face. Il appelle à plus d'égalité, mais surtout, c'est là l'essentiel, à l'unité derrière Dukakis et Bentsen.

Bush et Dukakis : cherchez la nuance!

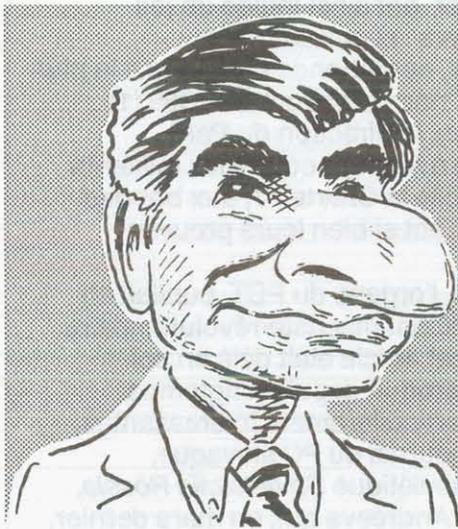
Une fois Jackson écarté de la course, c'est un conservatisme modéré et monotone qui a dominé la campagne. Du côté républicain, George Bush a été le vice-président de Reagan pendant huit ans. Pour se garantir le soutien de la droite, il a choisi Dan Quayle, le rejeton ultra-conservateur d'une des plus riches familles d'Amérique, comme candidat à la vice-présidence. En même temps, Bush cherche des voix au centre en parlant de défense de l'environnement et en proposant de permettre aux parents de déduire de leur revenu imposable les dépenses pour la garde de leurs enfants.

Démocrates et Republicains ont un large accord sur les questions de politique étrangère : impossible d'augmenter le budget militaire beaucoup plus car il faut veiller au déficit budgétaire ; donc, maintien des dépenses militaires un peu en-dessus ou un peu en-dessous du niveau actuel. D'accord pour la poursuite de la négociation avec l'Union soviétique et la planification de la course aux armements par les accords dits de "désarmement". Renforcement des forces conventionnelles, notamment en Europe et dans le domaine des forces d'intervention conçues pour un déploiement rapide dans le Tiers-monde. Bush accuse Dukakis de vouloir réduire le budget de la défense, mais, en réalité, ce dernier a proposé d'augmenter ce budget, mais avec une limite légèrement différente de celle de Bush : ne pas dépasser ce qui sera nécessaire pour maintenir sa part du budget national au vu de l'inflation.

Trois questions permettent quand même aux deux candidats de se différencier lé-

gèrement : Bush est contre les sanctions économiques contre l'Afrique du Sud, alors que Dukakis pense qu'il faut trouver des sanctions appropriées ; Bush est pour la poursuite de toutes les formes d'aide aux *contras* nicaraguayens, alors que Dukakis préfère suspendre jusqu'à nouvel ordre l'aide militaire sur certaines catégories d'armes jugées "mortelles" (*lethal*) ; enfin Bush est pour le déploiement du dispositif de la Guerre des étoiles aussitôt qu'il sera prêt, alors que Dukakis est contre le déploiement mais pour la poursuite de la recherche et du développement. De toute façon, de nombreux observateurs s'attendent à un réexamen de l'ensemble de la politique étrangère américaine après Reagan, quel que soit le président élu.

Les grands objectifs de Dukakis en politique intérieure ne sont pas si éloignés de ceux de Reagan et de Bush : rétablir l'équilibre budgétaire ; assainir la balance commerciale en améliorant la com-



pétitivité des entreprises américaines, en encourageant les restructurations, en allégeant les charges des entreprises, en créant une vaste réserve de main-d'œuvre flexible, précaire, sous-payée. Dans le domaine des services sociaux, Dukakis demande aux grandes entreprises privées de faire preuve de compassion en s'associant à l'Etat pour financer quelques projets pilotes de développement social. Aucune grande réforme n'est annoncée, rien qu'une gestion efficace. C'est le programme des Démocrates de la nouvelle ère (New Age), fort différent de celui de la Nouvelle donne (New Deal) dont les Démocrates se sont réclamés des années 30 à la fin des années 70.

Ce programme est une douche froide pour ceux qui ont voté Jackson. Il assure la passivité électorale des travailleurs, des pauvres et des Noirs. Il garantit que les Etats-Unis conserveront un des taux d'inscription sur les listes électorales les plus bas et le taux d'abstention le plus fort de toutes les démocraties impérialistes. On ne cherchera pas à intéresser, et encore moins à mobiliser, les plus de 45% d'électeurs qui ne votent pas dans les élections présidentielles, pour ne pas parler des non-inscrits et des millions d'immi-

grés. Dans l'arène politique ainsi délimitée, deux candidats, dont on a du mal à distinguer les divergences, se disputeront les voix de conservateurs qui n'ont pas encore fait leur choix. En l'absence de tout enjeu important, les sondages donneront l'avantage à celui des frères jumeaux qui aura réussi à passer le plus de fois à la télévision la semaine précédente.

Démobiliser les partisans de Jackson

Depuis la convention démocrate, les conseillers de Dukakis ont signifié à Jackson qu'ils préféreraient que celui-ci n'apparaisse pas dans treize Etats. Son rôle sera de redonner le moral à ses partisans dans quelques Etats choisis (par le staff Dukakis) juste assez pour les convaincre de voter démocrate comme "moins mal", mais pas au point de les mobiliser pour se battre sur leurs propres revendications. Dans cette situation, les comités Arc-en-ciel sont en plein désarroi.

C'est le prix que Jackson a décidé de payer pour se faire reconnaître comme une force permanente dans le Parti démocrate. Selon les journaux *The Nation* et *The Guardian*, lorsque Bentsen a été nommé candidat à la vice-présidence, une discussion a eu lieu parmi ses partisans sur la voie à suivre, discussion toute théorique et pour la forme puisque les choix faits dès le début de la campagne, interdisaient de quitter le Parti démocrate.

Jackson, qui sait adapter son discours à un public de gauche, s'est prononcé pour une stratégie de reconquête ou de transformation du Parti démocrate en véritable parti réformiste, pouvant impliquer la scission des "éléments" racistes et militaristes. Mais la voie qu'il est en train de suivre désarme les forces de changement et permet à ces "éléments" racistes et militaristes — en réalité la colonne vertébrale du Parti démocrate — de faire leur politique sans crainte de voir une alternative politique globale s'opposer à eux.

L'écho rencontré par la campagne de Jackson chez les Noirs et les travailleurs a montré que le consensus que Reagan prétendait établir, n'existe pas. Pour la première fois depuis longtemps, on a vu se dessiner les contours d'un mouvement politique capable d'unifier et d'exprimer les revendications des plus importants secteurs des masses américaines.

Pour devenir une réalité, une telle alternative politique exigera un enracinement et un contrôle réel par des masses organisées, qu'il s'agisse d'un mouvement ouvrier en lutte, d'organisations de masse noires ou d'autres formes d'action collective des opprimés. On vient de vivre un moment important de ce processus, même si cette première poussée a suivi une voie qui ne pouvait mener qu'à l'enfouissement dans le Parti démocrate. ■

6 septembre 1988

Les remugles haineux de *Rude Pravo*

"LES TCHECOSLOVAQUES font preuve d'un remarquable manque d'intérêt pour l'anniversaire du 21 août" (Financial Times, 18 août 1988)

"Les Tchécoslovaques voient arriver dans la plus grande indifférence le vingtième anniversaire" (Le Monde, 13 août 1988).

"Un anniversaire qui tombait dans une indifférence absolue" (El País, 22 août 1988).

Tout le monde peut se tromper. Les 10 000 personnes qui ont manifesté à Prague le 21 août dernier ont ainsi infligé un joli camouflet aux "observateurs étrangers" et aux autorités tchécoslovaques qui, elles non plus, ne s'attendaient guère à la plus importante manifestation depuis la "normalisation" de 1969 (1). Honnie et méprisée par la population, la direction du Parti communiste tchèque n'hésite guère à recourir contre les militants des organisations indépendantes telle la Charte 77, aux bonnes vieilles méthodes stalinienne qui firent si bien leurs preuves dans les années 30.

Ainsi, le 18 juin dernier, *Rude Pravo*, l'organe du PCT, publiait en éditorial, un réquisitoire contre le militant marxiste-révolutionnaire tchèque Petr Uhl. L'importance de cet article était déjà en soi remarquable : cela ne s'était guère produit depuis longtemps. Mais là où les choses deviennent particulièrement intéressantes, c'est que cet article fut repris par le journal du PC slovaque, la *Pravda* et, surtout, par le journal soviétique *Sovietskaïa Rossia*, rendue célèbre par l'article de Nina Andréeva qui, en mars dernier, marquait l'offensive des "conservateurs" en URSS.

Nous publions ci-dessous, des morceaux choisis (avec des pincettes) de cet article de *Rude Pravo*, la réponse de la Charte 77, la lettre de Petr Uhl à la *Sovietskaïa Rossia*, ainsi qu'une déclaration d'Ernest Mandel et Alain Krivine impliqués par *Rude Pravo*.

DOCUMENT

L VIT PARMIS NOUS. Il profite des avantages de notre Sécurité sociale. Il va faire ses courses dans les mêmes magasins que nous. Peut être même monte-t-il dans les mêmes trains ou métros que nous. La seule différence, c'est qu'il dispose en permanence des "bons de tuzex" (2) en quantité suffisante ; que les radios occidentales parlent souvent de lui et que son nom apparaît fréquemment dans la presse bourgeoise. Il s'agit de Petr Uhl. Il fait partie de nos prétendus dissidents qui se nomment les chartistes et agit comme porte-parole auprès d'Occidentaux qui viennent chez nous. (...)

A l'époque (en 1968, ndlr), cet enseignant de 27 ans était un illustre inconnu, lorsque des émissaires de la prétendue IVe Internationale de Paris sont venus lui rendre visite à Prague. Il rêvait d'une révolution mondiale bien dans l'esprit du pro-

gramme spécifique de cette internationale. D'après ce programme, le capitalisme serait une meilleure base pour lancer une telle révolution. Par conséquent, la première étape serait le renversement de notre régime politique, ce régime qui est en vigueur dans les Etats socialistes de l'Europe centrale et de l'Est, y compris la Yougoslavie.

Lev Bronstein, dit Léon Trotsky

Qu'est-ce que la IVe Internationale ? De temps en temps, le nom de Léon Trotsky (Lev Bronstein) ressort de l'histoire de l'Union soviétique des années 20.(...) Dans son livre sur la révolution permanente, publié en 1930, Léon Trotsky affirmait qu'il était impossible de réaliser pleinement une révolution socialiste dans un cadre national. Et donc il était partisan d'éliminer le pouvoir socialiste

partout où un tel pouvoir était instauré. Avec une poignée de ses partisans, il a formé la prétendue Ligue communiste internationale qui s'est unifiée avec plusieurs autres groupements en septembre 1938 pour former la prétendue IVe Internationale, le grand parti mondial de la révolution socialiste.(...)

Les partisans de Léon Trotsky ont adopté un plan intitulé : "L'agonie du capitalisme et les tâches de la IVe Internationale". Ils y ont esquissé littéralement comme l'une de leur première et principale tâche, la lutte contre les forces antifascistes, conformément à l'idée manifestement provocatrice selon laquelle il fallait que le fascisme triomphe d'abord, parce qu'ainsi, selon eux, sa chute rendrait possible une révolution mondiale. Cette plate-forme aventuriste allait déboucher sur une nouvelle étape toujours aussi absurde : les trotskystes ont déclaré la guerre à tous les gouvernements qui entraient en contact avec l'URSS, l'ennemi le plus conséquent du fascisme. Ils se sont également opposés aux communistes français - des pseudo-internationalistes, selon Trotsky - à cause de leur appel au peuple de Paris à transformer la ville en une forteresse imprenable face à l'avance des troupes nazies. Les trotskystes ont même conçu la constitution d'un front intérieur visant des secteurs individuels de gauche du mouvement de libération français. C'était peut-être la raison pour laquelle les trotskystes ont pu réunir légalement leurs conférences en France à l'époque de l'occupation de ce pays.

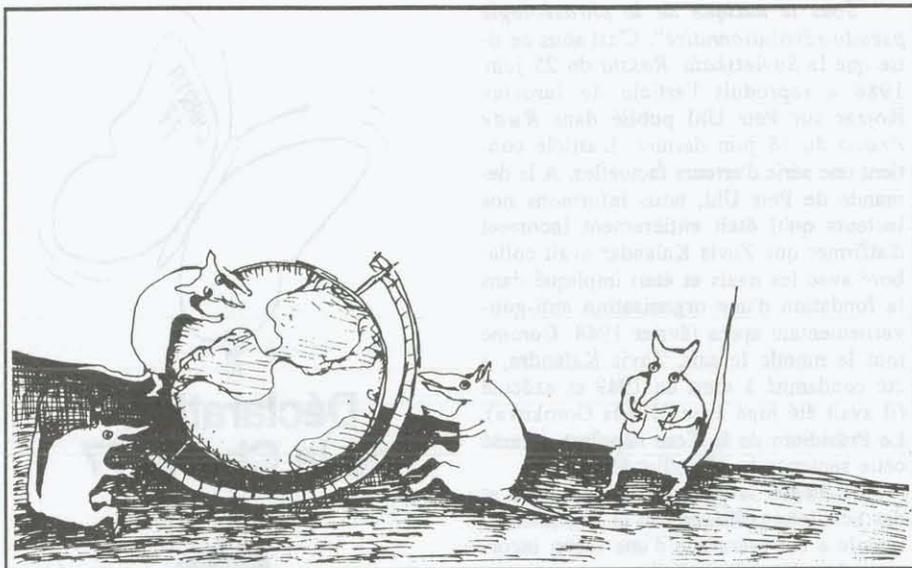
Trotsky misciait sur la guerre

Après la guerre, les partisans posthumes de Trotsky ont agi de même. Ils ont acclamé les préparatifs de guerre des avocats de la prétendue révolution culturelle en Chine et leurs projets de règlement de compte nucléaire avec leurs ennemis. Aux débuts des années 60, un journal des trotskystes anglais a même pu écrire qu'une société communiste pourrait être construite sur ces ruines ... tout comme, à court terme, une guerre préventive pouvait nous permettre d'être les premiers à porter un coup décisif et éviter ainsi qu'une attaque soit préparée par l'impérialisme. A une certaine époque, Trotsky misciait également sur la guerre. Le caractère provocateur d'une telle approche est évidente.

A la fin des années 60 et au début des années 70, les partisans de la IVe internationale ont refait parler d'eux. Leurs émissaires se sont mis à sillonner le monde à la recherche de nouveaux contacts (...). Une de leurs déclarations appelait les masses à travers le monde à se préparer à la prise du pouvoir, et à une guerre ato-

1) Pour une analyse de la situation en Tchécoslovaquie vingt ans après le Printemps de Prague, voir l'article de Petr Uhl dans *Inprecor* numéro 258 du 1er février 1988. Sur les événements de 68, voir l'article d'Anna Libera dans *Inprecor* numéro 266 du 23 mai 1988.

2) Bons qui permettent d'acheter des articles d'importation dans les magasins qui n'acceptent que les devises occidentales.



mique et à y répondre par une révolution prolétarienne. Par conséquent, les efforts de paix de l'Union soviétique et des autres pays socialistes étaient qualifiés de collaboration de classe et de trahison des intérêts internationaux du prolétariat.

La IVe Internationale avait aussi ses avocats en Tchécoslovaquie. L'un d'eux par exemple, était Sonneschein qui avait ouvertement collaboré avec les nazis. Zavis Kalandra et d'autres étaient aussi dans leurs rangs. Après la révolution de février de 1948, certains trotskystes ont formé des organisations anti-nationales qui collectaient des informations politiques, économiques et militaires sur la Tchécoslovaquie et avaient des activités subversives.

Un général sans troupes

C'est après le XXe Congrès du Parti communiste d'Union soviétique (14 au 24 février 1956) et dans la période précédent la crise en Tchécoslovaquie (dans les années 60) que les trotskystes se sont de nouveau agités. A cette époque, ils comptaient surtout dans leurs rangs l'historien Bartosek, ainsi que Pithart et Samalik, professeurs à la faculté de droit de l'Université de Prague. Toutefois, c'est l'enseignant Petr Uhl qui s'est propulsé à la tête du trotskysme dans notre pays.

Uhl a exposé ses chimères dans un livre publié à Cologne (République fédérale d'Allemagne) en 1982, *le Programme de l'autogestion sociale* ; ainsi que dans une série d'articles, notamment dans les pages d'*Inprekor*, le bimensuel de la IVe Internationale (les numéros 6 et 7 de l'année dernière) (*Il s'agit là d'Inprekor tchèque, ndr*). Dans tous ces écrits il s'oppose résolument au système socialiste et présente les méthodes pour le combattre. Par ailleurs, dans son programme, il énumère ses idées sur la société future après la victoire, en abusant démagogiquement du mot d'ordre d'autogestion de la société (...).

C'est après une rencontre avec Alain Krivine, l'un des dirigeants de la IVe Internationale qu'Uhl s'est mis à organiser

des cellules trotskystes. C'est en septembre 1968 qu'ils firent leur première apparition avec un manifeste du Mouvement révolutionnaire de la jeunesse, déclarant que la révolution se fera dans un processus de révolution permanente et que le combat contre l'ordre social existant en Tchécoslovaquie et dans d'autres pays socialistes pourra libérer toutes les nations et ouvrir une nouvelle époque dans la construction du socialisme, ce qui, convergeant avec la lutte du prolétariat occidental pourra provoquer une révolution mondiale. En un mot une fantasmagorie.

Peu après, les trotskystes ont commencé à préparer des actions concrètes. En février 69, ils envisageaient de faire une variante de coup d'Etat militaire. En septembre de la même année, après plusieurs réunions organisées par le prétendu Parti révolutionnaire socialiste, ils ont décidé d'utiliser des pseudonymes. Petr Uhl était le dirigeant principal. Il savait également que certains membres se préparaient à faire des actions terroristes. Il prit part aux discussions où il était projeté de s'emparer de la radio tchécoslovaque par la force afin de diffuser une déclaration anti-gouvernementale. La date même de cette action était fixée : le 31 décembre 1969.

Des séances d'endoctrinement

Ces groupes, utilisant différents pseudonymes ont publié des tracts et des proclamations et ont pris contact avec des agents étrangers. Ils étaient également liés aux états-majors trotskystes de Paris. Certains membres sélectionnés ont acquis de l'expérience à l'étranger, Basta, Olsa, Stasa et d'autres étaient à Paris pour négocier avec l'état-major. A Berlin Ouest, Uhl et Frolik ont rencontré l'un des principaux dirigeants trotskystes, Mandel, secrétaire de la IVe internationale. Il était convenu d'organiser en Autriche des séances d'endoctrinement à l'intention d'une série de militants soigneusement sélectionnés.

A la fin de 1969, l'organisation avait apparemment 111 cellules. Chacune d'en-

tre elles envoyait ses représentants dans quatre associations légitimes. Ces quatre coordinateurs, avec l'aide d'autres dirigeants, organisaient à partir de là les activités de l'état-major.

En 1970, les dirigeants de l'organisation, y compris Petr Uhl ont été condamnés à plusieurs mois de prison pour leur activités subversives.

Après sa libération Petr Uhl a poursuivi ses activités. Il a par exemple accueilli le secrétaire à l'organisation de la IVe Internationale qui visitait la Tchécoslovaquie déguisé en touriste.

Uhl l'a introduit auprès d'autres dissidents de notre ordre social et a signé un document anti-gouvernemental - la soi-disant Charte - et a fondé le soi-disant Comité de défense des personnes injustement emprisonnés dans le but de glaner des informations pour les *media* bourgeois et de discréditer les décisions des autorités judiciaires et autres.

Devenir un dirigeant

Il a établi des contacts avec le groupe polonais illégal, KOR et plus tard, avec les dirigeants de Solidarité afin de profiter de leur expérience dans les conditions tchécoslovaques. Cela a donné naissance à la prétendue initiative de défense sociale qui devait se transformer en un Solidarité tchécoslovaque. C'était une entreprise vouée à l'échec car les chartistes étaient incapables d'étendre leur dissidence aux usines et par conséquent, ils se sont transformés en un petit groupe fermé n'ayant aucune influence de masse, décevant ainsi les espoirs de leurs amis étrangers.

Mais Uhl ne s'est pas arrêté en si bon chemin. Il se prépare minutieusement. Il est nécessaire pour prendre le pouvoir de gagner une partie de l'armée à sa cause ou du moins la neutraliser à travers un climat politique adéquat (...).

Il veut devenir un dirigeant mais n'a que son imagination comme seule troupe. Mais pourquoi ses amis de l'autre côté de la frontière se priveraient-ils de se servir de ses ambitions ? Il semble attendre quelque chose de ceux avec lesquels il correspond par l'intermédiaire d'immigrés post soixante-huitards ou post quarante-huitards comme Pavel Tigrid et les autres ou avec l'aide de ses amis de la IVe Internationale. Mais veut-il vraiment autre chose ?

Et c'est là le cœur du problème. Sous sa phraséologie pseudo-révolutionnaire se cachent les mêmes objectifs obscurs que ceux poursuivis par d'autres naufragés politiques : le renversement à tout prix du régime socialiste actuel. Ils savent pourtant très bien qu'ils n'ont aucune chance de succès.

C'est pour cela qu'ils se replient vers une tentative de déstabilisation de notre société et essayent d'entraver son développement. Et tout est bon pour servir cette cause, même un aventurier comme Petr Uhl et sa révolution permanente. ■

Jaroslav KOJZAR, *Rude Pravo*
18 juin 1988

Lettre de Petr Uhl à la *Sovietskaïa Rossia*

Monsieur le Rédacteur
en chef,

DANS SON EDITION du 28 juin 1988, le journal tchèque *Rude Pravo* rapporte que le 25 juin dernier, votre journal a "publié l'article de *Rude Pravo* de Jaroslav Kojzar sur les activités anti-communistes de Petr Uhl, un signataire de la Charte 77". L'article en question été publié dans *Rude Pravo* du 18 juin 1988. J'ai déjà envoyé une demande de rectificatif à la rédaction de *Rude Pravo*. Je vous en adresse la version complète avec quelques légères modifications.

La calomnie brutale

La brutalité de la calomnie dirigée contre moi dans cet article atteint un tel degré que c'est en soi, un événement extraordinaire dans les conditions actuelles tchèques. L'article contient une série d'affirmations totalement fausses sur moi et d'autres personnes, et sur la IVe Internationale et de la ligne politique du marxisme-révolutionnaire (trotskysme) auquel j'adhère.

Et surtout, le début de l'article crée une atmosphère particulièrement étrange. L'auteur semble horrifié à l'idée qu'une créature aussi répugnante que moi puisse, comme tout le monde, monter dans un tramway et faire ses achats dans les mêmes magasins que le reste de la population. La question peut être posée : un monstre pareil ne devrait-il pas être clairement marqué d'un signe quelconque afin d'être facilement repérable et ne devrait-il pas être privé du droit de fréquenter les commerces et transports ordinaires ? En ce qui concerne M.Kojzar, il paraît évident qu'il s'occuperait volontiers de ce genre de choses. Il souligne d'ailleurs les origines juives de Léon Trotsky en citant son nom de famille, "Bronstein". Rien de nouveau. L'antisémitisme a toujours été l'une des caractéristiques du stalinisme.

Je n'ai nullement l'intention de débattre avec M.Kojzar. Dans la mesure où votre journal exprime un point de vue plutôt conservateur et néo-stalinien sur l'histoire contemporaine du mouvement ouvrier international et des perspectives dans les Etats ouvriers bureaucratiquement dégénérés et déformés, je n'irai pas jusqu'à vous demander de publier la totalité de mon rectificatif. Je considérerai suffisant la publication du passage suivant sous forme de rectificatif.

"*Sous le masque de la phraséologie pseudo-révolutionnaire*". C'est sous ce titre que la *Sovietskaïa Rossia* du 25 juin 1988 a reproduit l'article de Jaroslav Kojzar sur Petr Uhl publié dans *Rude Pravo* du 18 juin dernier. L'article contient une série d'erreurs factuelles. A la demande de Petr Uhl, nous informons nos lecteurs qu'il était entièrement incorrect d'affirmer que Zavis Kalandar avait collaboré avec les nazis et était impliqué dans la fondation d'une organisation anti-gouvernementale après février 1948. Comme tout le monde le sait, Zavis Kalandra, a été condamné à mort en 1949 et exécuté (il avait été jugé avec Milada Gorokova). Le Présidium de la Cour suprême a cassé cette sentence le 30 juillet 1968.

De même, la totalité du programme et des positions politiques de la IVe Internationale a été présentée d'une façon incorrecte dans l'article de Kojzar.

En ce qui concerne Petr Uhl, nous voudrions attirer l'attention sur quelques affirmations erronées. Il n'est pas vrai qu'en février 1969, Petr Uhl ait projeté avec d'autres de s'emparer par la force de la radio tchécoslovaque afin d'y lire une proclamation anti-gouvernementale et qu'il ait été condamné pour cette action.

En 1971, Petr Uhl n'a été condamné à quatre années de prison (et non quelques mois comme l'écrit J.Kojzar) que pour des activités politiques d'un caractère non-violent dans les années 1968-1969 (discussions, écrits et diffusion de documents politiques et tracts, organisation d'un groupe d'opposition, Le Mouvement de la jeunesse révolutionnaire).

Plus tard, en 1979, il a été condamné pour ses activités en faveur des droits de l'Homme en Tchécoslovaquie dans le cadre du Comité de défense des personnes injustement emprisonnées, dans lequel il continue d'être actif, comme au sein de la Charte 77.

Petr Uhl n'a jamais été accusé ou inculpé d'actions terroristes ou d'actes de violence ou de la préparation de tels actes. En tant que partisan du marxisme révolutionnaire (trotskysme), Petr Uhl s'oppose catégoriquement au terrorisme et, par conséquent, son indignation devant l'article de J.Kojzar est tout à fait légitime. La rédaction s'excuse auprès de nos lecteurs et de Petr Uhl pour la publication de l'article de Kojzar.

Monsieur le rédacteur en chef, je suis prêt à discuter avec vous de la formulation précise de cette rectification, au cas où certains détails seraient inacceptables pour vous. Si cependant vous vous refusez à la publication de cette déclaration telle quelle, je vous demanderai que la rectification paraisse sous une autre forme. ■

Prague,
le 10 juillet 1988

PS. Des copies de ce rectificatif ont également été envoyées à *Ogoniok*, *Znamya*, *Novoe Vremya* et *Moskovskie Novosti* avec une demande de publication au cas où la *Sovietskaïa Rossia* ne publierait mon rectificatif dans les deux semaines à venir.



Déclaration de la Charte 77



Au rédacteur en chef
de *Rude Pravo*,

Monsieur,

LE 18 JUIN DERNIER, votre journal a publié un article de Jaroslav Kojzar intitulé "Sous le masque des clichés pseudo-révolutionnaires". Cet article était un nouveau fascicule de la série des leçons de haine auxquelles la presse tchécoslovaque a régulièrement recours afin d'essayer d'intimider les citoyens qui pensent librement dans ce pays (...).

Solidaires de Petr Uhl

A ceux d'entre nous qui vivent dans les régions dites de l'Europe de l'Est ou l'Europe centrale, l'histoire, durant ces cinquante dernières années, a montré à plusieurs reprises d'une façon plutôt brutale, qu'il était dangereux de rester les bras croisés pendant que des forces anonymes préparent des progroms contre leurs adversaires idéologiques. Même les crimes du soi-disant "culte de la personnalité" qui sont aujourd'hui révélés et discutés avec tant de passion en Union soviétique, occupent dans la presse une place secondaire par rapport aux articles démagogiques et diffamatoires dans le style de celui de Jaroslav Kojzar.

Cette fois-ci, la cible des attaques est Petr Uhl, père de trois enfants, signataire de la Charte 77 et militant du Comité de défense des personnes injustement emprisonnées (VONS), un homme qui a passé neuf de ces dix-huit dernières années en prison, comme prisonnier politique. Comme en 1970, lorsqu'il avait été condamné pour la première fois à quatre années de prison (Kojzar parle par euphémisme de "plusieurs mois"), le seul "cri-

me" de Petr Uhl est aujourd'hui son attitude particulièrement cohérente, sa haute intégrité personnelle, son sens de la responsabilité civique, son empressement à aider les autres et son courage humain. Même ceux d'entre nous qui sont en désaccord avec les choix idéologiques de Petr Uhl - avec des arguments beaucoup plus qualifiés que M. Kojzar - n'ont aucun doute sur les qualités morales et l'honnêteté intellectuelle de Petr Uhl.

Petr Uhl est directement et indirectement accusé de terrorisme, de conspiration pour renverser le gouvernement par un coup d'Etat, de rapports avec des "états-majors" étrangers. Dans notre histoire de l'après-guerre, ce genre de rhétorique a servi de justification à beaucoup trop d'exécutions, beaucoup trop de condamnation à la prison à perpétuité et à la destruction de beaucoup trop de vies humaines. Les victimes ont été réhabilitées par la suite. Leurs cas ont été totalement révisés. Des "erreurs" ont été découvertes. Malheureusement, on ne peut pas ressusciter les morts, ni rendre aux personnes injustement condamnées, ces années de leur vie qu'elles ont dû passer dans des conditions inhumaines. Il est évident que l'une des ironies de la *perestroïka* "à la tchécoslovaque" est alors que de telles pratiques sont publiquement discutées et condamnées en Union soviétique, les journalistes tchèques, à l'instar de Kojzar, retournent sans vergogne à ces méthodes, continuant inlassablement à propager une atmosphère de peur et d'in-certitude.(...)

Tant que le travail désintéressé et les contributions positives de personnes comme Petr Uhl se heurteront à des réponses violentes et cyniques comme celle de Kojzar, on ne pourra même pas prétendre qu'il y a une réelle volonté de restructuration et de démocratisation de notre société. Nous protestons énergiquement contre ce type de politique et nous voulons exprimer notre totale solidarité avec Petr Uhl. ■

Prague, le 28 juin 1988.

Signataires :

Petr Bartos, Ludek Bednar, Jana Bucharova, Josef Danisz, Bozena Devata, Stanislav Devaty, Pavel Dudr, Premysl Fialka, Ladislav Grebik, Jiri Gruntorad, Vladimir Hajny, Vaclav Havel, Marek Hlupy, Ludvik Hradilek, Anna Hradilkova, Ladislav Kaspar, Jan Kiss, Anna Kissova, Bedrich Koutny, Ivan Lamper, Jan Machacek, Eliska Meissnerova, Robert Nebrensky, Kveta Markova, Dana Nemcova, David Nemeč, Jaromir Nemeč, Miroslav Odložil, Petr Placák, Judita Prochazkova, Jan Ruml, Jan Scheider, Dusan Skala, Joska Skalnik, Jaroslav Spurny, Frantisek Starek, Jaroslav Sabata, Ruth Sormova, Petruska Sustrova, Jachym Topol, Vladimir Trida, Jan Urban, Lucie Vachova, Robert Valik, Sasa Vondra, Martina Vondrova, Lubos Vydra.

L'authenticité de ces signatures est garantie par Ivan Lamper.

Bannir le mensonge

Alain KRIVINE
Ernest MANDEL

LE 17 JUILLET 1988, l'agence de presse tchécoslovaque *Orbis Press* a reproduit et diffusé en plusieurs langues dans toutes les ambassades, un article publié en première page par *Rude Pravo*, et la *Pravda*.

L'article est intitulé "*Un aventurier de la soi-disant IVe Internationale*". Il est consacré aux activités de notre camarade Petr Uhl, co-fondateur de la Charte 77, l'un des communistes oppositionnels les mieux connus et les plus respectés en Tchécoslovaquie et à l'étranger. L'article comporte des attaques personnelles particulièrement odieuses contre Petr Uhl qui a passé plusieurs années de sa vie pour délit d'opinion. C'est d'ailleurs à ce titre qu'il fut adopté comme prisonnier politique par *Amnesty International*.

Passons sur la moralité de bureaucrates jouissant des importants privilèges de la *nomenklatura*, qui se permettent d'accuser de simples ouvriers - Petr Uhl est ouvrier chauffagiste - de profiter de toutes sortes d'avantages comme la sécurité sociale. Sous couvert d'une critique des écrits et des activités de Petr Uhl, de Léon Trotsky et de la IVe Internationale, (nous sommes nommément cités à son propos), cet article ressort les monceaux d'ordures, de mensonges et de faux des vieilles calomnies stalinienne.

Une plainte en diffamation

Petr Uhl a déposé plainte en diffamation contre les auteurs de ces calomnies. L'affaire ne manquera pas d'avoir des suites légales ailleurs, vu qu'elle nous met nommément en cause. Nous sommes bien résolu à nous battre plus que jamais pour que les faux et le mensonge soient à tout jamais bannis dans le mouvement ouvrier et démocratique.

Mais ce qui jette une lumière particulière sur cette affaire, c'est le fait que l'article de *Rude Pravo* ait été reproduit en URSS par le journal *Sovietskaïa Rossia*, qui s'était déjà distingué par la publication du fameux article pro-stalinien de Nina Andréeva (voir *Inprecor* numéro 268 du 20 juin 1988).

Or, ces publications précèdent de peu la décision de la 19e conférence du PCUS d'ériger un monument à la gloire des victimes politiques de Staline, assassinées sur la base des calomnies reprises par les deux journaux. Elles précèdent de peu le jugement du Tribunal suprême de l'URSS cassant les verdicts du premier et du deuxième Procès de Moscou, fondés sur les mêmes calomnies (le verdict du troisième Procès de Moscou avait déjà été antérieurement cassé).

Le 5 août 1948, la *Pravda* (soviétique cette fois !) publia en tête de sa première page, un compte rendu de la commission du Bureau politique du PCUS, sur la réhabilitation des victimes de Staline, qui déclara explicitement que toutes les accusations d'assassinats et de tentatives d'assassinat, d'activité contre-révolutionnaire, d'espionnage, de terrorisme, de collaboration avec les puissances étrangères y compris les nazis, prétendument effectués sous les ordres de "*L'ennemi du peuple Léon Trotsky*", ont été inventées de toute pièces.

Le rôle-clé des procès

Dans le numéro du 19 août 1988 de la *Pravda* (toujours soviétique) Michel Solomentsev, également membre du BP du PCUS et président de cette commission, consacre une interview de plus d'une page - fait extrêmement rare pour ce journal - à la questions des réhabilitations. Après avoir dénoncé la responsabilité de Staline pour ces "crimes contre l'humanité" et après avoir souligné que les aveux des accusés furent souvent obtenus par des tortures, il précise : "*Ces procès sont, si vous voulez, la clé pour une évaluation juste des événements de la seconde moitié des années 30*". Et il conclut : "*Il serait évidemment plus confortable... d'ignorer tout simplement ce passé. Mais Mikhaïl Gorbatchev a dit que pareille attitude est un obstacle pour le développement de la conscience révolutionnaire, d'un comportement civique, du courage et d'un fort sentiment de responsabilité, c'est-à-dire de qualités si importantes pour le succès de la perestroïka. C'est justement pour cela que le parti a osé entamer le processus de reconsidération critique du passé, de rétablissement de la vérité historique, de réhabilitation des victimes d'accusations politiques infondées et d'actions contraires aux lois*".

On peut donc légitimement se poser la question : les néo-staliniens de Prague et de Bratislava, ainsi que leurs relais en URSS, étaient-ils engagés dans une manœuvre désespérée de dernière heure pour défendre Staline, ses tortionnaires et ses bourreaux, pour bloquer la réhabilitation du Comité central léniniste y compris Trotsky ? Y-aurait-il une lutte de fraction internationale au sein du "camp socialiste", voire du "mouvement communiste international", lutte dans laquelle les adversaires conservateurs de Gorbatchev ou du moins de l'aile radicale des "rénovateurs" en URSS, se serviraient des calomnies anti-trotskyistes stalinienne pour viser en réalité l'approfondissement de la *glanost* en URSS ? ■

10 septembre 1988

Les habits neufs de Zhao Ziyang (2)

NOUS PUBLIONS ci-dessous la seconde partie de l'article de A. Maraver sur la réforme en Chine populaire (voir *Inprecor* numéro 271 du 5 septembre 1988).

A. MARAVER

LE POINT CULMINANT du débat sur la réforme économique au sein du Parti communiste chinois (PCC) a eu lieu lors du troisième plénum du XII^e Comité central, qui approuva la "Décision sur la réforme des structures économiques" et de la Conférence nationale du Parti, en septembre 1985, qui élaborait les lignes du VII^e Plan quinquennal 1986-90, actuellement en vigueur. Dans les deux cas, malgré l'opposition et la partialité de la fraction conservatrice, la ligne réformatrice parvint à donner une vision neuve du fonctionnement d'une économie socialiste, résumée par la formule "économie marchande socialiste" et une stratégie de développement adoptant des rythmes de croissance annuelle de 7%.

Goulots d'étranglement

Par la suite, en 1986-87 commencèrent à apparaître quelques goulots d'étranglement sectoriels (énergie, transports, etc.) auxquels s'ajouta un déficit budgétaire beaucoup plus important que prévu, l'inflation consécutive à la "crise des ciseaux" entre les villes et les campagnes et une diminution des investissements étrangers. Tout cela, ajouté à la tension sociale et à la lutte politique entre fractions du parti, obligea le gouvernement à réorienter la première étape du plan quinquennal appliquant un programme d'austérité et de réformes de structures, l'accent étant mis sur l'équilibre macro-économique interne, comme l'a expliqué Zhao Ziyang lors de la 5^e session de la VI^e Assemblée nationale populaire (ANP).

Le rapport au XIII^e congrès reprend et amplifie ce qui est fondamental dans les deux textes, essayant d'établir les éléments de correction nécessaires avec la phase d'ajustement de 1986-87. Rappelons que la politique de réforme économique est déterminée par l'état réel des forces productives dans la première étape du socialisme et que son objectif est de "favoriser le développement de l'économie socialiste". Voici ce que recouvre le concept "d'économie marchande planifiée et socialiste" : à partir de l'existence d'un

secteur de propriété socialiste planifié par l'Etat ouvrier, développer le marché comme forme d'intégration des secteurs économiques ayant des formes de propriété différentes (étatique, coopérative, individuelle) de manière à ce que l'influence et l'hégémonie du secteur étatisé puisse influencer sur l'ensemble de l'économie au travers de l'utilisation des mécanismes de marché, et la "loi de la Valeur". Le développement d'une économie marchande suppose un progrès substantiel par rapport au poids global de l'économie de subsistance dans le PNB, mais dans la conception réformatrice, son importance va au-delà, en accord avec les théories de l'économiste Sun Yefang, en permettant grâce à la loi de la Valeur, le calcul économique et la planification elle-même.

L'économie marchande planifiée se différencie du capitalisme, qualifié "d'économie marchande anarchique" par l'économiste Liu Guogang, par la propriété collective des moyens de production et par la possibilité même de planifier à partir de ce secteur prédominant de l'économie. Dans une économie socialiste, "c'est à l'Etat de réguler le marché, et celui-ci à son tour, doit orienter les entreprises". Les mécanismes de régulation doivent être macro-économiques, juridiques et administratifs, en évitant l'intervention bureaucratique avec des plans imposés élaborés d'en haut.

Six tâches prioritaires

Pour la réforme de la structure actuelle, on souligne six tâches prioritaires :

1) Changer le mécanisme de gestion des entreprises, en accord avec le principe de la séparation du droit de propriété du droit de gestion, en accordant une autonomie et une responsabilité véritables concernant les pertes et les bénéfices. La forme concrète dépendra des caractéristiques de l'entreprise, mais définissant toujours par un contrat ou d'autres éléments juridique les relations entre l'Etat et la compagnie. Les travailleurs sont conviés à participer démocratiquement à la marche de l'entreprise, bien que sur ce sujet le rapport soit très vague, y compris par rapport à la décision du troisième plénum du XII^e Comité central (1). Les entrepreneurs seront sélectionnés au mérite, par concours, et un système de responsabilité leur sera appliqué selon les résultats de l'entreprise. L'obtention de fonds d'investissement par l'émission d'actions, de-



vrait s'accompagner de formes de participation des actionnaires dans les conseils de direction, qu'il s'agisse de l'Etat, d'institutions financières, ou d'autres entreprises ou individus.

2) Développer l'association économique horizontale, entre les entreprises, de manière à augmenter la rapidité de circulation des facteurs productifs, avec constitution volontaire de cartels, de centres de recherches inter-entreprises et développement général de la division du travail.

3) Elargir le marché, depuis les biens de consommation, jusqu'aux moyens de production, services, biens immeubles, etc., en évitant l'apparition de positions de monopoles. Le premier pas doit être la réforme du système des prix, parallèlement à celle des revenus salariaux, assurant le maintien et l'élévation du niveau de vie de la population.

4) Perfectionner la capacité de régulation macro-économique indirecte de l'Etat, avec l'objectif de maintenir un équilibre entre l'offre et la demande globales. Le système bancaire se voit confier un rôle central, il en est de même de la création d'une structure de contrôle et de prélèvements fiscaux comme mécanismes d'intervention de l'Etat et de distribution de fonds d'investissement. On prévoit aussi l'élaboration et le perfectionnement de la législation économique et du système judiciaire. L'Etat gardera la responsabilité directe dans une série d'ouvrages et de projets industriels-clés.

5) Maintenir et impulser les divers

1) "Dans le même temps qu'est mis en place le système de responsabilité personnelle du directeur d'usine, il est nécessaire de perfectionner le système des congrès ouvriers et d'employés, ainsi que le système d'administration démocratique dans ses formes diverses, afin de mettre pleinement en valeur les fonctions et le rôle des syndicats et des délégués des ouvriers et des employés, dans l'examen de toute décision d'importance dans les entreprises, dans la supervision du travail des gestionnaires et dans la sauvegarde des droits et intérêts légitimes des ouvriers et des employés, concrétisant ainsi le rôle de classe ouvrière comme dirigeante dans ce pays".

Décision du Comité central sur la Réforme de la structure économique. L'organisation des congrès ouvriers a été très inégale dans l'ensemble de la Chine. D'une part, la reconstruction syndicale après la Révolution culturelle a cherché à créer une base sociale d'appui au bloc d'alliance qui mit en échec la Bande des quatre, qui avait une présence très active dans les syndicats, en s'appuyant sur une certaine aristocratie ouvrière et en renforçant leur rôle de courroie de transmission du Parti. (Voir *Trade Unions in China*, Lee Lai To. Singapore University Press, 1985).

types de propriété, sur la base de la prédominance du secteur socialiste. La faible socialisation de la production exige un développement combiné de toutes les formes de propriété, y compris un secteur privé avec travail salarié, légalement codifié. De la même façon, il faut doter les investissements étrangers d'une couverture légale qui les rendent attractives internationalement.

6) Diversifier les formes de rétribution, avec prédominance de la formule "à chacun selon son travail". L'apparition des dividendes et des intérêts doit être réglementée, de façon à ce que l'enrichissement plus rapide d'un secteur de la population ne provoque pas d'inégalités excessives, qui doivent être corrigées par l'Etat. Mais le problème actuel est celui de "l'égalitarisme" et de la théorie de la "cotte de fonte" qui empêche l'action des stimulants matériels. Dans ce cadre sont indispensables la lutte contre l'inflation et l'équilibre entre consommation et production en liant la croissance salariale aux augmentations réelles de productivité.

Réveiller l'enthousiasme

De même, on signale, dans le rapport, l'importance de la situation psychologique. La réforme se fait dans une situation difficile de réajustement qui exige le réveil de l'enthousiasme de la population mais aussi une progression plus lente que celle qui était prévue en 1984, en suivant une tactique de consolidation prudente. En ce sens, est intégré l'aspect le plus important des critiques conservatrices au projet réformiste et cela reflète son influence dans le bilan général de la crise de janvier 1987.

Pour ce qui est de la stratégie de développement et des obstacles auxquels s'est heurté le VIIe Plan quinquennal, le rapport se félicite des réussites de la première étape de la réforme qui a permis de multiplier par deux le PNB en 1980, permettant de répondre aux besoins de base de la population. Il s'agit aujourd'hui de doubler de nouveau le PNB en l'an 2 000, point à partir duquel on pourra avancer jusqu'à atteindre le niveau des pays "modérément développés" dans les cinquante années suivantes.

Dans la phase actuelle, le problème le plus pressant est la faible rentabilité des entreprises, à la différence du secteur agricole, et la rareté des ressources naturelles et des fonds d'investissement. C'est pourquoi il est indispensable de réorienter le modèle productif pour aller vers un développement intensif et non extensif. On trouve ici trois aspects fondamentaux :

A) Donner la priorité au développement et à l'application de la science et de la technologie et y conformer le système scolaire, en gardant à l'esprit les rapides changements de la révolution scientifique et technique et la nécessité de s'y intégrer.

B) Maintenir un équilibre macro-économique général, éviter les goulots d'étranglement sectoriels et appliquer la politique de réforme de structure. Il faut



prendre en compte les importantes migrations de population de la campagne vers la ville qui vont se produire dans les prochaines années, et de la nécessité de développer rapidement l'industrie légère et le secteur de la consommation, sans retarder les investissements dans les industries de base et l'infrastructure. Pour éviter l'endettement extérieur dû aux importations de produits sophistiqués et aux transferts de technologie, il est indispensable d'impulser un secteur d'exportation dynamique. Conjointement à cette orientation, centrée géographiquement sur l'Est, l'existence d'un large marché intérieur exige le développement sur une autre base technologique de la structure industrielle implantée grâce à l'aide soviétique dans les années 50 et 60, et située dans le Centre et l'Ouest de la Chine. La base de la croissance soutenue de toute l'économie du pays restera encore pour un temps indéfini le secteur agricole, avec le développement dans les zones rurales de petites industries et le perfectionnement du système de responsabilité familiale qui a eu de si bons résultats jusqu'à présent.

La politique de portes ouvertes

C) Approfondir la politique de portes ouvertes et les relations de l'économie chinoise avec l'économie mondiale, en cherchant à augmenter les réserves en devises et à rationaliser la politique d'importations de manière à ce qu'elle serve à l'introduction de technologie de pointe. Il n'y a cependant pas de bilan des zones économiques spéciales (zones franches), dont les résultats sont bien loin d'être ceux qui avaient été prévus au moment de leur constitution.

Enfin, le rapport fait référence à la politique de contrôle démographique, dont le maintien est une condition préalable à toute autre politique économique, et à la nécessité de prendre en considération les problèmes écologiques dans la planification du développement.

L'objectif de la Réforme politique, selon le rapport, est de "forger une démocratie encore plus élevée et plus efficace" que celle des pays capitalistes développés. Il ne s'agit pas, cependant, de copier leur

modèle politique, de "séparer les trois pouvoirs et gouverner avec l'alternance des divers partis", mais de "perfectionner la démocratie et la légalité socialistes et de s'efforcer d'éliminer les manifestations du bureaucratisme et les influences du féodalisme". Et cela à partir de la Dictature démocratique populaire, avec son système d'Assemblées populaires, de conférences de coopération, de consultation avec les partis et personnalités démocratiques, sous la direction du PCC et d'application du centralisme démocratique.

Réforme politique

Il s'agit d'un "processus progressif de lente accumulation", dont la condition préalable est une "ambiance politique et sociale de stabilité". En aucun cas, il ne "faut pratiquer la 'grande démocratie', qui minerait la légalité étatique et la stabilité sociale". L'objectif immédiat est de "créer une structure de direction que favorise l'élévation de l'efficacité qui serve pour augmenter la vitalité et qui permette de mettre en jeu l'initiative des divers secteurs".

Ensuite, le rapport énumère sept mesures d'introduction de la Réforme :

1) Séparer le Parti de l'administration d'Etat. On considère que c'est le point le plus important de la Réforme politique. "La direction du Parti est une direction politique à laquelle s'ajoute les cadres nommés à des postes importants dans les organes du pouvoir d'Etat. La forme principale sous laquelle le Parti exerce sa direction politique réside dans la conversion, par des procédures légales, des principes du parti en volonté de l'Etat." Pour assurer la séparation des attributions "aucun comité du Parti n'aura dorénavant de secrétaire, ni de membre permanent de ce comité qui s'occupe exclusivement du travail du gouvernement sans avoir de charge gouvernementale". De même il faut "dissoudre les groupes dirigeants du Parti dans les divers départements d'Etat" et que les commissions de discipline cessent de s'occuper des infractions à la loi ou des fautes administratives. L'objectif n'est pas seulement de former un appareil d'Etat moderne, mais de renforcer la capacité de direction sociale du Parti, qui "doit se consacrer à sa propre construction".

2) Décentraliser le pouvoir en transférant des compétences aux instances inférieures. A cause de la pénurie de cadres, le Parti et l'Etat ont concentré de manière excessive la capacité de décision aux niveaux supérieurs, "s'embourbant dans la routine" et freinant "l'autonomie de la base et l'initiative des masses populaires". Le principe général qui doit s'appliquer est de ne pas conserver dans l'instance supérieure tout ce qui peut être transféré et résolu dans une instance inférieure.

3) Réformer l'administration de l'Etat. "A cause de raisons économiques, culturelles et socio-historiques, il faudra prolonger notre lutte contre la bureaucratie". Les va-et-vient politiques depuis 1949 et la confusion entre le Parti et l'Etat ont fait de l'administration chinoise un véritable

labyrinthe dont la similitude avec un Etat moderne est pure coïncidence. L'objectif fondamental est de créer une capacité d'intervention indirecte dans le système économique du pays en opérant des réajustements de personnel et de fonctions à travers un Plan élaboré par le Conseil d'Etat et que devra approuver la première session de la VIIe Assemblée populaire nationale.

4) Création d'un corps de fonctionnaires techniques comme axe de la réforme des cadres et du personnel. Les fonctionnaires de l'Etat sont actuellement désignés par le Département du personnel du Parti à ses différents niveaux, sous l'étiquette de "cadres d'Etat". La séparation entre le Parti et l'Etat exige "d'établir à la place un système scientifique d'administration organisée", en accord avec une loi spécifique sur cette question. Les fonctionnaires pourraient être politiques ou techniques. Dans le premier cas, ils seraient proposés et contrôlés par le Parti en étant élus par les Assemblées populaires. Dans le second, ils seraient recrutés par concours, en accord avec la loi, et leur promotion se ferait selon leur rendement professionnel.

5) Implanter un système de consultation et de dialogue au niveau social. Pour stimuler l'activité de la population et permettre une direction efficace et informée des organes dirigeants, il faut "imprimer un caractère de plus grande ouverture aux activités des organismes dirigeants, faire connaître au peuple les sujets importants et soumettre à sa discussion les problèmes d'intérêt supérieur".

"Cesser d'agir en bureaucrates"

6) Démocratiser les institutions politiques et de masse. Améliorer le système électoral, à partir de la loi de 1979 et sa réforme de 1986, "en respectant la volonté des électeurs et en leur garantissant une marge de choix". Dans les diverses Assemblées, "la répartition proportionnelle ne contribue pas à une interprétation de la volonté de l'électorat". Pour que les candidats puissent avoir une représentativité plus ample, "on pourrait compléter le système des élections par zone, par celui d'élections par secteurs sociaux et autres".

Les Assemblées populaires verront ainsi se renforcer leur rôle, leur tâche législative et de contrôle de l'application des lois. De même des voix se font entendre en faveur d'un rôle politique plus grand des partis démocratiques et de la Conférence consultative politique "sous la direction du Parti communiste". Les syndicats, la Jeunesse et la Fédération des femmes sont appelées à "agir de façon indépendante" pour "qu'en même temps qu'ils défendent les intérêts généraux de tout le peuple, ils puissent mieux comprendre et défendre les spécificités des masses qu'ils représentent". Pour y parvenir, il faut qu'ils acquièrent la confiance de la base et "cessent d'agir en bureaucrates et comme des organismes administratifs".

7) Construire la légalité socialiste. "Il

faut que sur tous les terrains de la vie politique, économique et sociale de notre pays, comme dans tous les chaînons de la démocratie et de la dictature, il y ait des lois auxquelles se référer, qu'on agisse en conformité avec elles, qu'on les applique avec rigueur et qu'on punisse toute infraction." Dans un pays sans tradition culturelle législative, où l'accent a toujours été mis sur la cohésion sociale et le consensus, ce qui a été renforcé par l'intervention directe du Parti dans la gestion de l'Etat, formuler tout un système légal est déjà définir un projet de construction de l'Etat et une nouvelle conception de la société comme espace où se développent des conflits réglables à tous les niveaux.

Rajeunissement des cadres et construction du Parti

Bien que ces mesures aient un caractère limité, elles sont considérées comme les "fondations" d'un développement progressif de la démocratie socialiste et "une garantie de base" pour empêcher la répétition de la "grande révolution culturelle" et conserver pendant longtemps la paix et la stabilité du pays.

La campagne de consolidation et de rectification du Parti a été un terrain sur lequel la politique réformiste n'a pu avancer qu'avec de grandes difficultés. Le rapport résume les axes de la nouvelle période ouverte par le XIIIe Congrès, pendant laquelle la tâche centrale assignée à l'appareil du Parti est sa propre construction.

Le premier de ces axes est l'homogénéisation politique des militants, autour des thèses adoptées, pour réduire dans la pratique le jeu fractionnel interne de l'interprétation du programme de la Réforme, spécialement en ce qui concerne les rythmes d'application, comme l'a reconnu Li Peng au Congrès.

Le second est la politique de rajeunissement des cadres, dans laquelle la progression est déjà notable. Depuis le XIIIe Congrès de 1982, jusqu'à la Conférence nationale de 1985, 581 des 656 cadres civils des provinces auront été déplacés, l'âge moyen des nouveaux dirigeants étant de 53 ans.



De fait, le mot d'ordre "d'alliance des cadres de trois générations" ne fonctionne qu'au niveau de la direction centrale, où l'équilibre fractionnel sera plus difficile à maintenir, mais au niveau provincial, le remplacement de la "génération révolutionnaire" et de la "génération persécutée" s'est menée à un rythme plus élevé que durant les années les plus dures de la Révolution culturelle. Son effet le plus immédiat a été une technocratisation des cadres, dont 52% ont une formation universitaire.

La lutte contre le bureaucratisme, le népotisme, les abus de pouvoir et la corruption, vices causés "par la position de notre parti comme parti de gouvernement (qui) a une certaine tendance au divorce d'avec les masses", est une autre des tâches centrales selon le rapport et doit être une caractéristique de la morale communiste dans la période de la Réforme. Face à l'argument utilisé par les conservateurs, on souligne que l'application des mesures de réforme politique, spécialement le renforcement de la légalité socialiste, réduirait ces phénomènes négatifs.

Les purges, critiques et autocritiques et les autres conséquences des luttes fractionnelles permanentes dans le PCC, spécialement durant les "Dix années de chaos" ont développé chez les militants et les cadres un syndrome aigu d'insécurité. Aussi bien le XIIIe que l'actuel Congrès, ont essayé d'établir des règles de "démocratie interne" et de "direction collective".

Au traitement des majorités et des minorités (2) et au système de consultation entre organes inférieurs et supérieurs, s'ajoute à présent l'obligation de rendre des comptes du Comité permanent au Bureau politique et de ce dernier au Comité central qui va augmenter le nombre de ses sessions plénières. On prévoit un nouveau règlement de fonctionnement pour ces organismes et un système de double tour pour les élections des candidats, à bulletins secrets, avec des options différentes, pour tous les Comités du Parti.

La nouvelle direction

C'est la méthode qui a été suivie pour l'élection du Comité central par les 1 959 délégués (3). Sur une liste de candidats élaborée par une commission du congrès, les délégués ont élu, au vote secret, 173 noms, auxquels deux autres furent ajoutés

2) "The 12th Congress of the Chinese Communist Party". Lowell Dittmer, *China Quarterly* numéro 93, mars 1983. Quand des divergences apparaissent, qu'il existe une large majorité et une petite minorité, cette dernière devra se plier mais pourra exprimer ses positions et ses protestations par les canaux adéquats. Si la majorité est étroite et la minorité importante, la décision devra être repoussée jusqu'à une nouvelle discussion et l'existence d'un consensus plus large.

3) Au XIIIe congrès, l'élection du CC s'est faite par la méthode suivante : il y eut un premier vote pour élaborer une liste de candidats, à partir de laquelle la Présidence du congrès proposa une seconde liste avec 10 candidats de plus que le nombre de membres à élire. Cette seconde liste fut à son tour votée par le congrès à l'aide d'un système informatisé permettant de compter instantanément les voix.



pour des raisons inconnues. Cette liste de 175 candidats, comme celle des 110 membres suppléants, a ensuite été adoptée à l'unanimité.

Seul un tiers des 175 membres du nouveau Comité central faisaient partie de celui que le XIIIe Congrès avait élu en 1982. Les 98 membres dont le mandat n'a pas été renouvelé, sur les 210 dont se composait le Comité central précédent, sont en majorité des militants de la "génération révolutionnaire", ayant plus de 70 ans, qui ont soutenu Deng Xiaoping dans sa lutte contre Hua Guofeng.

Mais pour juger de la rapidité et de la profondeur du changement de génération entre le XIIe et le XIIIe Comité central il faut tenir compte des démissions et des cooptations effectuées lors du 4e plénum du XIIe Comité central, peu de jours avant et après la Conférence nationale de septembre 1985, quand 64 membres de plein droit et suppléants laissèrent la place à 91 nouveaux candidats, conformément à l'appel de Deng Xiaoping pour que la vieille génération se retire.

Si on ajoute à cela les changements intervenus au niveau des directions provinciales et dans les appareils centraux du Parti et de l'Etat, dont provient la majorité des délégués élus pour le Congrès, on a l'impression que la fraction réformatrice aurait pu constituer une majorité relative, en respectant les bases régionales de pouvoir.

La "génération révolutionnaire"

Le Bureau politique, élu par le Comité central à son 1er plénum, a réduit son effectif de 20 à 17, intégrant 7 nouveaux membres grâce au départ de dix autres. Parmi eux on trouve les dirigeants les plus importants de la "génération révolutionnaire" : Deng Xiaoping, le président de la République populaire Li Xiannian et Chen Yun qui, avec Zhao Ziyang et Hu Yaobang, formaient l'ancien Comité permanent. On y trouve aussi le Président de l'APN, Peng Zhen, et l'idéologue conservateur Hu Qiaomu.

Il faut leur ajouter d'autres dirigeants nationaux de moindre renom public comme le vice-président de l'APN, Xi Zhongxun, le directeur du Département politique

de l'Armée populaire de libération (APL), Yu Qiuli, le chef de l'état-major de l'APL, Yang Dezhi, le président de la Commission des sciences et technologies Fanf Xi et le président de la Fédération syndicale, Ni Zhifu.

A l'exception de ce dernier, leur retrait du Bureau politique était justifié par leur âge élevé, compris entre 71 et 85 ans. Cela ne signifie d'ailleurs pas leur disparition de la vie publique ni la fin de leur influence idéologique dans la lutte fractionnelle, car Deng Xiaoping restera l'arbitre suprême du Parti, en tant que président de la Commission militaire, Chen Yun occupera la présidence du Comité consultatif central, où les conservateurs auront une majorité de fait, et tout laisse supposer que Peng Zhen, malgré ses 85 ans, restera à la tête de l'Assemblée populaire nationale.

La majorité du nouveau Bureau politique est clairement réformatrice, avec une importante réduction en son sein du poids du groupe de l'APN et de la vieille génération de l'APL. Il reste un noyau conservateur formé de Li Peng, Qiao Shi, Yao Yilin et Song Ping. Il faut noter, en particulier, que Hu Yaobang se maintient au Bureau politique malgré sa récente révocation comme Secrétaire général pendant la crise de janvier.

La génération de rechange

Le Comité permanent a subi des changements radicaux. De ses cinq membres, seul reste Zhao Ziyang. L'ascension de la "génération de rechange" donne le sentiment de remplir, un à un, en fonction de son profil idéologique, les trous laissés par ses prédécesseurs : Yao Yilin à la place de Chen Yun, Hu Qili à celle de Hu Yaobang et Qiao Shi à celle de Li Xiannian. Dans le cas de Li Peng et de Deng on ne trouve pas cette correspondance, ce qui donne apparemment une majorité aux conservateurs dans l'organe politique de direction quotidienne du Parti.

Le Secrétariat, qui est placé sous le contrôle direct du Bureau, a réduit le nombre de ses membres de 10 à 4, ce qui le transforme en un organe beaucoup plus souple, capable de coordonner le fonctionnement du reste des organes de direction, permettant une co-responsabilité politique plus large quand par le passé. Il est significatif qu'à sa tête on trouve Hu Qili, dauphin de Hu Yaobang jusqu'à sa révocation, et représentant du secteur le plus libéral des réformateurs. Rui Xingwen, secrétaire du Parti à Shanghai, appartient également à cette fraction, ainsi que Yan Minfu, responsable de la politique de Front unique depuis 1985. Le quatrième membre est Qiao Shi, à son tour responsable de la Commission de discipline et qui a reçu le droit très important d'intervenir en dernière instance, surtout au niveau provincial, comme l'a démontré la campagne de consolidation des dernières années.

Le rapport de forces entre les deux fractions se restructure ainsi en un système compliqué d'équilibre entre les or-

ganes. De là l'accent mis sur un véritable fonctionnement collectif de la direction, avec un poids politique plus grand pour le Bureau politique, qui bien qu'il ait été un des flambeaux des conservateurs dans la crise de janvier, a été récupéré par les réformistes, à leur profit.

Le nouveau règlement, annoncé au Congrès, du fonctionnement de la direction sera fondamental pour maintenir cet équilibre dynamique : un Comité permanent dans lequel les principaux dirigeants conservateurs de la nouvelle génération devront prendre la responsabilité, sous la direction du Secrétaire général Zhao Ziyang, d'appliquer au jour le jour la politique élaborée par un Bureau politique à majorité réformatrice ; un Secrétariat réformatrice qui devra impulser la dynamique de cet équilibre, avec une Commission de discipline, ultime recours, dirigée par le conservateur Qiao Shi. Il reste à voir le rôle que jouera le Comité consultatif central, dont le président, Chen Yun, apparaît institutionnellement comme un contrepoids à Deng Xiaoping, sans toutefois jouir, à l'instar de ce dernier, d'une reconnaissance collective et unanime comme arbitre suprême du Parti, du haut de sa présidence de la Commission militaire, ce qui lui permet en même temps de diriger personnellement la relève de génération dans l'armée en faveur des réformistes.

La succession réelle va s'initier avec ces résultats du congrès, car Zhao Ziyang, à 68 ans, n'a dans le meilleur des cas qu'une période de cinq ans avant le XIVe Congrès, pour exercer sa charge de Secrétaire général. Depuis ce poste et celui de vice-président de la Commission militaire, il devra prendre en charge, du fait de la mort prévisible de Deng, le rôle de celui-ci comme chef de la fraction réformatrice et celui d'arbitre du Parti. Li Peng occupe la présidence du Conseil d'Etat et Hu Qili se profile comme successeur possible de Zhao Ziyang.

Equilibre instable

Il s'agit là seulement d'hypothèses qui devront subir la dure épreuve d'une lutte fractionnelle qui s'inscrit dans le cadre des réponses différenciées de la bureaucratie aux contradictions et problèmes objectifs de l'application de la réforme, bureaucratie dont l'assise sociale, du fait de la tourmente de la Révolution culturelle et du changement de génération est encore instable.

Il est prévisible que les délimitations entre les fractions et les allégeances personnelles, loin de se consolider subiront des modifications importantes dans la "génération de rechange", sur laquelle ses propres problèmes pèseront davantage que les perspectives idéologiques dont elle a hérité, même si en même temps elles doivent s'appuyer sur les dirigeants de la "génération révolutionnaire", aujourd'hui mis au second plan, pour faire avancer leurs positions individuelles dans la succession ouverte à la direction du Parti. Les bases de pouvoir régionales, et dans une moindre mesure celles de l'armée, pren-

dront une importance accrue dans ce cadre. Des figures comme Wan Li, remplaçant prévu de Li Xiannian à la présidence de la République, ou Qiao Shi qui pourrait devenir le concurrent conservateur de Hu Qili pour le Secrétariat général lors du XIVe Congrès, sont encore loin d'avoir manifesté tout leur potentiel dans la lutte fractionnelle.

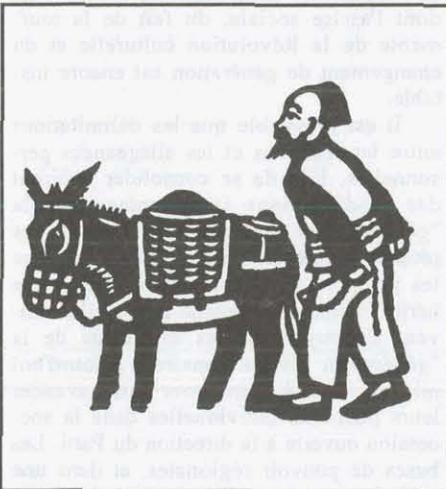
Dans la conférence de presse donnée à la fin du XIIIe Congrès, Zhao Ziyang mit en garde les correspondants étrangers contre la tentation d'interpréter la situation politique chinoise comme un affrontement entre réformateurs et conservateurs. En un sens le conseil est valable, et le sera dans une plus large mesure avec le changement de génération dans le PCC. Comme caste sociale, la bureaucratie est loin d'être consolidée et stabilisée. Dans aucun autre secteur de la population, le syndrome de la Révolution culturelle n'est aussi patent. Ce qui signifie, en même temps, que de larges secteurs de la bureaucratie subordonnent toute dynamique de changement ou de réforme à la consolidation de leur situation sociale.

Le projet économique et politique de la fraction réformatrice est un programme de transformation de la société chinoise qui rend possible, à l'horizon du XXIe siècle, cette consolidation du pouvoir de la bureaucratie. Elle exprime avec toutes ses contradictions la nature même d'une couche sociale qui, pour exister, doit s'appuyer sur les conquêtes de la révolution socialiste, dont les fruits en Chine sont aujourd'hui plus évidents que jamais, tout en devant exproprier politiquement la classe ouvrière pour garder ses privilèges.

La bureaucratie éclairée

Appeler à l'enthousiasme, la mobilisation et l'activité de secteurs chaque fois plus larges de la population pour mener à bien les "Quatre modernisations" tout en la divisant, l'atomisant et la contrôlant au nom des "Quatre principes".

Les résolutions du XIIIe Congrès présentent cette vision de l'avenir de la bureaucratie "éclairée" comme se considérant la fraction réformatrice ; un projet d'hégémonie sociale qui la convertisse en ar-



bitre des conflits "corporatifs" qu'engendrera inévitablement la réforme elle-même. Tout au long de cette année, elle s'est construite une base sociale chez les intellectuels qui ont été réprimés par la gauche maoïste, les secteurs de la classe ouvrière qui travaillent dans les entreprises d'Etat de technologie plus moderne, les nouveaux gestionnaires industriels, ceux que la presse nomme *qiyejia*, et l'immense secteur de la paysannerie qui a profité du "système de responsabilité familiale" avec un accroissement très rapide de son niveau de vie.

Au contraire, les conservateurs manquent d'un projet politique global à long terme, et expriment avant tout le syndrome de la Révolution culturelle dont souffre la bureaucratie. Peng Zhen, un des premiers à avoir été purgés au cours de ces "dix années de chaos", a été capable, à partir de l'APL de donner une forme en positif à ces craintes en défendant un système de "démocratie et de légalité socialistes" qui fixe les règles du jeu pour éviter le passé. Mais ce n'est pas par hasard qu'en même temps, il a été le porte-parole conservateur dans la crise de janvier 1987.

Sacralisation de la loi de la Valeur

La fraction conservatrice a cherché un appui social dans la bureaucratie intermédiaire, surtout celle des provinces, menacée par le changement de génération ou qui doit résoudre les contradictions créées par la réforme, surtout les conflits sociaux, avec des moyens qui ne lui permettent pas d'arbitrer. Elle l'a cherché aussi, ponctuellement, dans ces secteurs ouvriers qui se sont vus déqualifiés par la nouvelle division du travail, ou qui travaillent dans des secteurs de moindre productivité en sous-traitance, et dans une moindre mesure dans les secteurs paysans des régions les moins fertiles.

Dans un pays sous-développé comme la Chine, avec 800 millions de paysans, l'existence d'un marché national, avec des formes variées de propriété, est inévitable et nécessaire. Le reconnaître, contre le dogmatisme de la gauche maoïste, est un pas idéologique de géant. La révolution socialiste dispose en Chine de l'avantage de compter avec un secteur économique public dominant qui offre la possibilité, grâce à la planification et à l'intervention sur le marché, d'orienter socialement l'ensemble du développement économique. C'est pourquoi la question de savoir qui décide de cette orientation est si importante.

La sacralisation de la loi de la Valeur dans la "Première étape du socialisme" que fait la fraction réformatrice, indépendamment de ses erreurs ou de ses succès théoriques, est toute une élaboration idéologique qui prétend expliquer les croissances sociales inégales, la division économique de la Chine en une zone de pointe dans l'Est et une autre retardataire dans le Centre et l'Ouest, et les privilèges des administrateurs comme résultat de lois éco-



nomiques objectives, que la bureaucratie se borne à respecter.

La Réforme politique se convertit ainsi en un moyen de gestion des conflits sociaux inévitables, qui ne remet pas en question son hégémonie politique, et qui permet de maintenir un certain consensus social rendant possible la mobilisation contrôlée de la population pour les objectifs de la Réforme économique. C'est la base du second élément central du programme réformatrice, son gradualisme, qui établit une relation directe entre développement économique et élargissement du marché démocratique. Le problème réside exactement dans la recherche d'un point médian d'équilibre entre intérêts sociaux opposés. Jusqu'à maintenant, la population urbaine a oscillé entre le cynisme le plus absolu et la mobilisation autonome en accord avec ses propres perspectives et intérêts, divisant ainsi, comme en janvier de l'an dernier, la fraction réformatrice elle-même.

Sur le terrain économique, l'application de la réforme dans les milieux ruraux, si elle a bien augmenté de façon extraordinaire la productivité, jusqu'à mériter qu'une revue aussi réactionnaire que *The Economist* consacre sa "une" à l'agriculteur chinois, a produit un déséquilibre important dans la production des céréales de base pour l'alimentation.

La "crise des ciseaux"

En 1986, à travers les critiques de Chen Yun, on a fait un effort pour augmenter les prix d'achat, on a introduit un système de contrats, de crédits pour la mécanisation, on a réduit le prix des engrais destinés à ces cultures et élevé de 40% la partie du budget destinée à des ouvrages d'infrastructure à la campagne. Le résultat a rendu patente la capacité d'intervention de l'Etat, car il y a eu une augmentation de deux millions d'hectares plantés par an, avec une récolte de 391 millions de tonnes, soit onze millions de plus qu'en 1985.

La combinaison de la politique d'austérité dans les villes et de l'augmentation de la productivité agricole en 1985-86, a pesé sur les prix agricoles dans quelques secteurs, augmentant la pression à l'émigration sur les noyaux d'industrialisation rurale. En ce sens, la grande contradiction est la résultante : étant donné les caracté-

ristiques de l'agriculture chinoise, une élévation de la productivité dans cette phase n'est possible qu'avec la mécanisation, et la condition préalable est le transfert de main-d'œuvre, en milieu rural, vers la petite industrie.

En 1986, la production rurale brute, non agricole, (industrie, construction, transports et commerce) a crû de 22,3% et dépasse déjà les 46,9% du PNB rural. Mais en revanche, la puissance totale de la machinerie agricole n'a augmenté que de 9,1%. La "crise des ciseaux" dans les prix de l'échange rural-urbain va être une sorte d'épée de Damoclès au-dessus de la tête de la fraction réformiste, de même que les problèmes d'inégalité et d'assistance sociale aux secteurs les plus fragiles.

En ce qui concerne l'économie urbaine, les problèmes d'équilibre général, le fameux cadre macro-économique, se sont heurtés à des réticences, et dans quelques cas, à un barrage de la part de l'Etat pour intervenir avec des mesures correctrices, au nom d'une stricte application de la "loi de la Valeur". Le résultat final a été l'application générale d'une politique d'austérité avec des appels à relancer la réforme dans des secteurs concrets avec de nouveaux investissements. Cette dynamique d'accélération et de freinage a d'importants effets psychologiques parmi les gestionnaires d'entreprises, sans que soient supprimés les goulots d'étranglement traditionnels de l'énergie et du transport.

Le "bol de riz en fer"

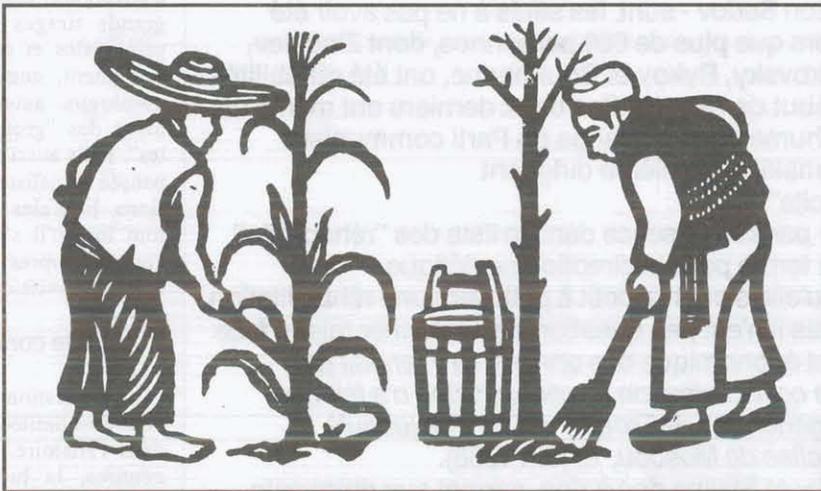
Cependant, pour la population urbaine, les deux phénomènes les plus préoccupants sont l'inflation et les menaces contre la sécurité de l'emploi. L'élévation des salaires a répondu, dans un premier moment de la réforme, à des raisons politiques, qui furent peu après accompagnées de leur blocage et de leur subordination à la productivité réelle par personne et par entreprise.

La suppression du contrôle des prix à la fin 1984 a fait exploser l'inflation, et seule la chute des prix agricoles à la fin 1986 a permis de la faire baisser de quelques points. Mais il est évident qu'elle continue à être de plus de 10% annuels, et que la seule solution trouvée pour le moment est la réduction des coûts salariaux. Tout nouveau progrès de la réforme du système des prix, une des clés de la Réforme industrielle urbaine, aura de semblables conséquences. Cela explique qu'on l'ait retardée en 1986-87.

Le point le plus conflictuel et le plus dangereux, néanmoins, est celui de la sécurité d'emploi et de la restructuration des effectifs. En 1983, 96,8% de la force de travail entraient dans la catégorie "tra-

vailleurs fixes". Les *Danwei* ou unités de travail, étaient de véritables micro-sociétés responsables non seulement de leurs objectifs de production mais aussi de mise à disposition de leurs membres de logements, garderies, écoles, assurances sociales et retraites. Un des aspects fondamentaux de la Réforme a consisté à rompre avec le "bol de riz en fer", c'est-à-dire la sécurité du travail et l'immobilité de la force de travail, et le remplacer par un système de contrats de travail".

Le contrat spécifie les "responsabilités, les pouvoirs et les avantages" du travailleur et de l'entreprise pour un laps de temps déterminé et son renouvellement dépend des besoins de la firme et de la productivité du travailleur. Le système de sécurité sociale des unités de travail passe aux mains de compagnies d'assurances ouvrières, ce qui suppose en pratique la des-



truction de la cohésion interne des *Danwei*. En plus des travailleurs embauchés avec ce système, les entreprises peuvent recruter des travailleurs temporaires, avec des salaires et des droits inférieurs.

L'application de ce système depuis 1983 a créé d'importantes différences au sein de la bureaucratie elle-même, pour ne rien dire des résistances opposées par les travailleurs. A la Conférence nationale de Zhengzhou, sur ce thème en 1984, quatre positions ont été délimitées : ceux qui sont partisans de l'application immédiate d'un "marché socialiste du travail" ; ceux qui, comme le ministre du Travail lui-même, veulent une application pas à pas du système de contrat en évitant un chômage temporaire causé par la restructuration et qui s'ajouterait aux problèmes déjà graves de l'emploi ; ceux qui défendent le vieux système des travailleurs fixes, alléguant qu'il y a d'autres causes plus importantes de la baisse de production et qu'il s'agit d'une mesure anti-socialiste ; et enfin, la position représentée par l'économiste Jiang Yimei, porte-parole des grandes entreprises publiques pour lesquelles la spécialisation et l'expérience de la force de travail est indispensable, qui défend un système triple d'emplois fixes, sous contrat et temporaires, avec des droits en fonction du statut. Pour Jiang, le système de contrat suppose un changement de pouvoir

dans l'entreprise, en faveur des gestionnaires, ce qui met en question son caractère socialiste.

La fraction réformiste est consciente du danger de tension sociale que comporte l'application du nouveau système de travail. Dans la sidérurgie de Wuhan, en 1980, a eu lieu la première expérience d'apparition d'un noyau syndical indépendant qui fut durement réprimé. Tout au long du XIII^e Congrès, il y eut des allusions répétées à la nécessité d'une réforme des syndicats, qui regroupent 80 millions de travailleurs, ce qui permet la gestion contrôlée des inévitables conflits ouvriers qui se produiront.

Diviser la classe ouvrière

En même temps que la réforme syndicale, l'autre axe de la stratégie réformiste est la division de la classe ouvrière, avec les nouvelles catégories qui déqualifient un secteur important de la masse travailleuse chinoise, et la menace de chômage.

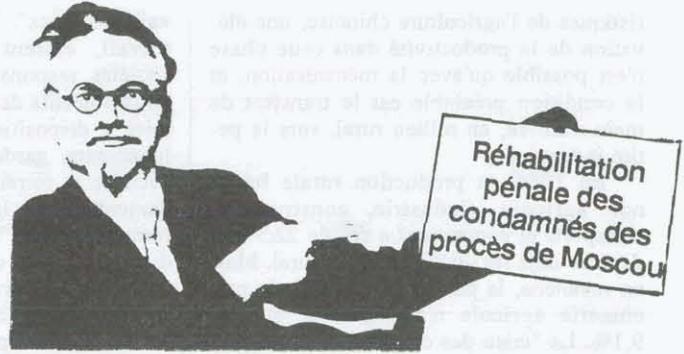
Ce dernier aspect a été essentiel dans la croissance annuelle, en milieu urbain de la force de travail jusqu'à environ 8 millions de personnes, ce qui a créé une alternative impossible à éluder entre l'objectif d'élévation de la productivité par la restructuration des effectifs et les conséquences sociales du chômage. Jusqu'à présent, la fraction réformiste a choisi la première option, et n'a pas trouvé d'autres solutions face à la seconde que d'appeler à l'auto-emploi et aux exécutions massives de la campagne contre la criminalité.

Les villes chinoises, et non la campagne, seront le nouveau centre social des conflits, dans la prochaine période. A mesure qu'on avancera dans l'application de la Réforme industrielle urbaine, ces conflits se concentreront dans les usines. Face aux syndicats réformés corporatistes et aux administrateurs, les Congrès ouvriers, dont les prérogatives ont été réduites depuis le 3^e plénum du XII^e Comité central, pourraient se transformer en noyau de résistance unitaires des travailleurs.

Que la Réforme devienne, ou pas, une seconde Longue marche, dépendra des solutions trouvées à ces conflits d'intérêts. Mais seule la mobilisation massive de la classe ouvrière urbaine, le retour à son alliance avec la paysannerie par le contrôle démocratique sur la planification et l'appareil d'Etat, et le plein développement des libertés démocratiques lui permettront d'entrer, comme en 1949, dans la Ville interdite, où les membres du Comité central siègent et résident aujourd'hui. ■

15 janvier 1988.

Trotsky, Back in the USSR !



TROTSKY "n'a pas été un ennemi de la révolution et du socialisme. Il était en revanche déjà un ennemi de Staline. On ne peut pas ne pas lui rendre hommage" ... c'est écrit en toutes lettres dans la Pravda du 9 septembre 1988, dans un article d'une page entière signée par le général Volkogonov.

Principaux accusés des trois Procès de Moscou de 1936-1938, Trotsky - et son fils Léon Sedov - sont les seuls à ne pas avoir été blanchis à ce jour, alors que plus de 600 personnes, dont Zinoviev, Kamenev, Radek, Rakovsky, Rykov et Boukharine, ont été réhabilités en URSS depuis le début de l'année. Ces deux derniers ont même été réintégrés à titre posthume dans les rangs du Parti communiste d'URSS, ainsi que Tomski, le troisième dirigeant de "l'Opposition de droite".

Laisser briller Trotsky par son absence dans la liste des "réhabilités" pourrait être gênant à terme pour la direction soviétique.

Il est donc possible qu'elle s'oriente petit à petit vers une réhabilitation pénale de Trotsky. Mais il n'est pas question de lui donner raison face à Staline dans le débat économique des années 20 : "en fait par l'industrialisation et la collectivisation forcées, Staline n'a fait que suivre la conception gauchiste de Trotsky qu'il mena jusqu'à l'absurde" (*Les Nouvelles de Moscou*, 19 juin 1988).

Renvoyer ainsi Trotsky et Staline dos à dos, permet aux dirigeants réformistes soviétiques de valoriser les thèses de "l'Opposition de droite" qui aurait présenté des mesures économiques proches du cours actuel de Gorbatchev.

Dans un article publié dans *Rinascita*, l'hebdomadaire du Parti communiste italien (PCI), Michal Reiman réfugié tchèque en Italie, dégage des points essentiels dans ce débat, et restitue la place de Trotsky.

Michal Reiman

EN UNION SOVIETIQUE, le débat sur l'histoire se développe dorénavant à des rythmes d'une rapidité surprenante. A l'époque du 70e anniversaire de la révolution d'Octobre 1917, il y a un peu plus de six mois, on pouvait avoir l'impression que le débat se serait enlisé au milieu du gué. Aujourd'hui, par contre, il est évident que ce débat conduit au réexamen d'un large ensemble de problèmes historiques.

Dans cette discussion se révèle un vaste éventail de positions politiques, ainsi qu'un affrontement au système idéologique antérieurement dominant comme au mode d'organisation de la société et au système politique soviétiques. L'accélération du débat traduit la maturation rapide de la politique réformatrice, ses efforts pour tendre à des changements en profondeur.

Dans ce processus de réflexion, de mûrissement, revient sans cesse à l'ordre du

jour le problème de Trotsky, de sa place dans l'histoire soviétique et aussi mondiale, au cours de ce XXe siècle. Il n'y a pas de quoi s'étonner. Il ne s'agit pas d'une question secondaire. Dans la conscience du monde, la personne de Trotsky s'est gravée par le rôle exceptionnel qui lui a été dévolu, aux côtés de Lénine, au cours de la révolution d'Octobre, à l'occasion de la création et l'animation de l'Internationale communiste des premières années. Par la suite, il a attiré l'attention par sa bataille contre la direction du parti soviétique de la période post-léniniste, bataille qui, le temps passant, se mua en un combat contre Staline et sa politique. Les thèmes essentiels de cet affrontement se centrèrent sur le régime du parti et sur le fonctionnement de l'Etat, l'usurpation du pouvoir par la bureaucratie stalinienne et Staline lui-même, la répression, la terreur. Quoi qu'il en soit, si nous jugeons aujourd'hui les idées de Trotsky, c'est un fait que durant les années 30, il

fut le seul dirigeant de l'époque léniniste qui tira toutes les implications de la politique répressive de Staline et des crimes politiques. Enfin, on ne peut oublier que Trotsky est aussi entré dans l'histoire de notre siècle comme un écrivain socialiste d'envergure. Ces travaux ont été publiés à grands tirages dans toutes les langues principales et ont eu une influence, non seulement, comme le pensent à tort de nombreux auteurs soviétiques, sur les idées des "groupes trotskystes extrémistes", mais aussi sur un ample secteur de la pensée socialiste et même sur des conceptions libérales et conservatrices, avant tout lorsqu'il s'agissait de saisir les processus propres à l'évolution interne de l'Union soviétique.

Lutte contre le "trotskysme"

La question de Trotsky, toutefois, ne peut être limitée à l'évaluation de son rôle dans l'Histoire. Au cours de longues décennies, la lutte contre Trotsky et le "trotskysme" a servi d'instrument pour étouffer toute forme de pensée autonome, un tant soi peu indépendante. Ceci en URSS comme dans les partis communistes. Grâce aux accusations contre Trotsky et le trotskysme, furent exclus de la vie publique et politique des dizaines, et des centaines de milliers de personnes, en majorité incarcérées, puis liquidées. Les organes politiques et policiers soviétiques sont intervenus brutalement dans la vie des autres partis communistes. Ils ont accusé, pourchassé et, souvent, éliminé physiquement des cadres des partis communistes non-russes. Les accusations contre Trotsky et le "trotskysme" fournirent les éléments de base des "procès contre les trotskystes" des années 30. Elles devinrent un des obstacles importants à l'unification des forces antifascistes. Elles jouèrent un triste rôle dans la guerre civile espagnole (1). Après la Deuxième Guerre mondiale, ces accusations servirent de prétexte à la répression politique et aux procès truqués dans les pays dits de démocratie populaire.

1) Durant la guerre d'Espagne, la Révolution espagnole, les staliniens - envoyés par le Komintern ou issus des rangs du PC d'Espagne - assassinèrent des milliers de militants trotskystes, du P.O.U.M. (d'Andrés Nin) et d'anarchistes, en prétextant de "la lutte contre le trotskysme". La littérature sur le sujet est plus qu'abondante. On peut toujours se reporter au livre de Broué et Témime sur *La Révolution espagnole*, Editions de Minuit, Paris - (*La Brèche*).

"Une réhabilitation logique"

Igor Iakovlev, membre du Bureau Politique du PCUS et bras droit de Gorbatchev, a annoncé le 29 juin dernier à New York que la réhabilitation de Trotsky était imminente et que ses œuvres pourraient bientôt être publiées en URSS. D'ailleurs, dans les bibliothèques, les ouvrages de Trotsky viennent de passer de la section "fermée" à la section ouverte pour le public.

De passage à la délégation permanente soviétique aux Nations Unies, Iakovlev a rencontré une délégation de la branche américaine de la campagne internationale pour la réhabilitation des victimes des procès de Moscou. Lors de cette rencontre qui a duré deux heures et demies, Iakovlev a annoncé la réhabilitation de Trotsky, envisageant même sa possible réintégration posthume dans les rangs du PCUS. Iakovlev a déclaré que cette réhabilitation était une suite logique de la politique de Gorbatchev.

Mais il s'est étonné qu'un groupe américain fasse tellement de bruit autour de cette affaire. Iakovlev a précisé que les positions défendues par l'Opposition de gauche dans le débat économique des années 20 étaient inapplicables aujourd'hui. Iakovlev a rejeté les idées de Trotsky et de la IV^e Internationale et a ajouté que le trotskysme était une idée "bourgeoise".

Naturellement, je ne rappelle pas tout cela pour minimiser les contrastes de son rôle historique ou pour voiler la complexité de son œuvre littéraire et politique. Mais discuter Trotsky ne deviendra effectivement possible que lorsque les protagonistes de cette discussion auront conscience de l'ampleur et du sérieux de ce thème. Le problème de Trotsky n'est pas du tout une question ne concernant que l'histoire russe. Et l'on ne peut la résoudre sans situer sa place décisive dans le système de l'idéologie stalinienne.

La réhabilitation civile et sa signification

Je ne dévoile certainement pas un secret en affirmant que le niveau actuel de connaissance de ce problème, en URSS, ne correspond pas aux présupposés indiqués ci-dessus. En tant que tel, cela ne devrait pas faire de problème. Ce qui est préoccupant, c'est quelque chose d'autre : l'ensemble des questions se rapportant à Trotsky reste du domaine d'une chasse gardée, dans laquelle ne sont admises que quelques rares - et encore fort insuffisantes - recherches, qui sont pourtant de mise pour traiter d'autres thèmes idéologiques et historiques brûlants (par exemple certaines réhabilitations). Cette réserve devient un territoire sur lequel les attitudes et les méthodes utilisées plongent leurs racines dans le passé stalinien.

On peut partir d'un fait : la réhabilitation civile de Trotsky n'est évidemment pas un événement de tout repos en URSS. Rares sont les auteurs qui se sont prononcés en faveur de sa nécessité. Et la majorité le fait avec grande timidité et souvent à peine par allusion. Est-ce parce que Trotsky fut le personnage principal de tous les procès contre les "trotskystes" des années 30, procès dont plus personnes ne doute qu'ils furent truqués, même en URSS. Dans les sentences des procès tenus en 1936 et 1937 sont réclamées l'arrestation de Trotsky et de son fils Léon Sédov et leur

mise en accusation devant le tribunal militaire. Dans ces verdicts, le premier est qualifié "d'ennemi du peuple", de "saboteur", "d'espion", "d'organisateur d'actions terroristes", "d'allié des fascistes", de personne qui porte atteinte à l'intégrité territoriale de l'Union soviétique et ainsi de suite. Son assassinat, en 1940, comme celui de son fils Sédov, trois ans auparavant, était justifié de la sorte, derrière le camouflage d'une "sentence du tribunal prolétarien".

Il en découle que la question de la réhabilitation civile de Trotsky ne peut être considérée comme une question secondaire. L'absence d'une solution à un tel problème suscite en URSS, autour du nom de Trotsky, une atmosphère particulière faite de préjugés, de haine, qui rendent acceptables toutes sortes d'inventions. Et cette atmosphère agit en outre sur la conscience de personnes qui, en aucun cas, ne peuvent être considérées comme des partisans du conservatisme, des défenseurs des idées de Staline.

Un nouveau tour de passe-passe

S'il est nécessaire de se préoccuper de cette anomalie dans le mode de pensée soviétique, c'est avant tout parce qu'il est devenu, dans la dernière période, une source de tendances dangereuses qui s'expriment dans la presse soviétique. Il existe des tentatives d'identifier Trotsky à Staline et, de fait, d'attribuer au premier la responsabilité de la politique et des actes du second. Cette tendance a acquis une telle dimension qu'elle suscite des objections et des protestations en URSS même.

Relevons quelques exemples caractéristiques de ce phénomène. Dans le numéro 12 d'*Ogoniok*, un scientifique de valeur, qui a effectivement contribué de manière importante à l'évolution du nouveau mode de pensée en URSS, a affirmé : "Je n'ai jamais pu encaisser Trotsky. A mon avis, celui-là est le Staline d'hier et celui-ci est le Trotsky d'aujourd'hui".

Dans la *Pravda* du 15 avril 1988, dans un entretien avec un important écrivain soviétique, on peut lire ceci, entre autres choses : "Des impôts à n'en plus en finir, des prêts, la liquidation des coopératives, la confiscation de leurs instruments de travail et, enfin, la répression, les exécutions capitales, les condamnations judiciaires, l'exil : le trotskysme fut tout cela pour des millions de familles paysannes".

Le nationalisme russe

Dans la revue politico-littéraire *Oktjabr* (numéro 4, 1988), un autre scientifique, professeur et docteur en sciences philosophiques, utilise un document inédit de l'écrivain Maxime Gorki dont on ne connaît ni la date, ni l'origine qui affirmerait : "Trotsky est l'homme le plus étranger au peuple russe et à l'histoire russe". Une autre revue (*Nas sovremenik*, numéro 3, 1988) publie un article contenant la même idée : "Des hommes comme Martov, Trotsky, Bogdanov ont été définis avec un zeste d'ironie comme des 'Européens' par Lénine, qui soulignait systématiquement leur éloignement de la Russie et des vrais intérêts du prolétariat russe(...) Il est difficile d'imaginer ce qu'aurait été la situation des nations européennes si le pouvoir était tombé dans les mains de Trotsky, qui le convoitait toute sa vie et tenta de l'obtenir par tous les moyens..."

Il n'est pas facile d'énumérer tous les faits déformés, consciemment, ou inconsciemment, contenus dans ces articles et ces citations sur Trotsky. Leur recensement, pur et simple, le rétablissement de la vérité, exigeraient un grand nombre de pages. Mais les attaques contre Trotsky - en laissant de côté le nationalisme et l'antisémitisme - ont un fondement précis. Pour la majorité des auteurs cités, Trotsky est le représentant historique de l'aile gauche du bolchévisme. Mais cela signifie-t-il qu'il soit le responsable de ce qu'a fait Staline ? Cela signifie-t-il que dans son activité Trotsky fût animé de quelques intentions cachées ? La majorité de ces auteurs soviétiques qui le rendent responsable des actes de Staline veulent, indiscutablement, soutenir que ce dernier n'a rien fait d'autre que réaliser dans la pratique ce qui était déjà contenu dans les idées, dans les conceptions de Trotsky. Naturellement, les preuves qui iraient dans le sens du soutien d'une telle thèse sont rares.

On se réfère généralement à la période du "communisme de guerre" (1918-1921), durant laquelle Trotsky fut un des principaux défenseurs de la militarisation de l'économie. Mais il s'agissait de la période de la guerre civile et du délabrement de l'économie. La majorité absolue des dirigeants bolchéviques du moment, Lénine y compris, partageait les opinions de Trotsky.

Par ailleurs, les affirmations concernant le "trotskysme" de Staline ont des racines dans la tradition même du parti bolchévique. A l'occasion des batailles poli-

tiques de la fin des années 1920, les représentants de ce qui alors était la "droite" du parti - Boukharine, Rykov, Tomski et d'autres - accusèrent Staline d'avoir fait siens des points de vue "trotskystes". Et il y eut aussi des déclarations des quelques représentants de la "gauche" qui, pour justifier leur prise de distance avec l'opposition de gauche, découvrirent un prétendu tournant à "gauche" de Staline. Mais des arguments de ce genre peuvent-ils être reconnus comme des preuves valides à l'heure actuelle ?

Récemment, sur les pages de *Kommunist*, un autre auteur, pour soutenir la similitude des positions entre Staline et Trotsky, s'est référé au texte de la *Lettre ouverte* de ce dernier, (il s'agissait très certainement la *Lettre ouverte aux inscrits du PC(b) de l'Union*, du 23 mars 1930). Mais qu'est-ce qui est affirmé dans ce document, sans aucun doute de gauche ? On y lit qu'il faut mettre fin à l'aventurisme ; mettre fin à la collectivisation "totale" et la remplacer par une politique d'acceptation prudente des paysans dans les coopératives sur le principe du volontariat ; qu'il est nécessaire de procéder à la constitution de kolkhozes (coopératives ayant l'appui de l'Etat) en harmonie avec la production des moyens matériels assurant leur fonctionnement ; interrompre la politique d'expropriation et le transfert forcé des paysans aisés et revenir à la politique des tendances exploiteuses des *koulaks* (paysans moyens et grands...) qui auraient dû rester pour des années la seule politique correcte ; cesser la politique d'industrialisation à marche forcée ; résoudre le problème des rythmes de développement en ayant comme préoccupation indispensable l'amélioration des produits et la lutte contre l'inflation. Tout ceci impliquait : la remise en cause des plans irréalisables ; le renoncement à l'idée d'un système économique fermé, autarcique, pour s'orienter par contre en direction d'une coopération dans le cadre du marché mondial.

Convergences et divergences entre Trotsky et Boukharine

Dès lors, que dire à ce sujet ? La critique faite par Trotsky (à Staline), au moins pour ce qui a trait à sa direction générale, ne se différencie pas beaucoup (2) de la critique qui, à la fin des années 20, fut celle des représentants de la "droite" du parti bolchévique. Tendanciellement, elle ne se différencie pas beaucoup de ce que le secrétaire général du PCUS (Gorbatchev) a dit sur ces questions lors du 70e anniversaire de la révolution d'Octobre.

Je me suis posé la question de savoir ce qui poussait et contraignait les auteurs soviétiques à attaquer avec tant de dureté Trotsky, sans avoir d'abord une idée claire de l'objet de leurs attaques. Est-ce seulement un résidu du stalinisme ? Indiscutablement, on se trouve devant l'action de divers facteurs. Trotsky est une plaque sensible dans l'histoire du communisme



soviétique. Ainsi, à travers sa personne, on a pu attaquer toute une période révolutionnaire du bolchévisme, la décrire comme étrangère à l'histoire nationale russe, tenter de faire avancer une réécriture de l'histoire de l'URSS et de l'histoire du bolchévisme lui-même à partir de positions "nationalistes".

Mais évidemment, il ne s'agit pas seulement de la résurrection du nationalisme russe. Le problème de Trotsky renvoie à la recherche d'un lien avec le courant réformateur d'aujourd'hui. On voit en Boukharine le précurseur de l'actuelle réforme. En effet, Boukharine et Trotsky se trouvèrent en opposition, à divers moments, sur différentes questions relatives à l'édition du pays. En attaquant Trotsky de nombreux auteurs cherchent certainement à mettre en valeur la position et les mérites de Boukharine. Mais ce dernier et Trotsky ne se trouvèrent pas seulement en opposition concernant des thèmes à ca-

ractère social et économique. Ils se divisèrent sur l'attitude à adopter envers de nombreux phénomènes marquant la vie du parti et de l'Etat. Ils exprimèrent des orientations différentes : une ligne qui visait à l'affrontement sans concessions avec Staline, à la rupture avec lui (Trotsky) et une autre tendant à s'adapter à la situation donnée et à collaborer avec Staline (Boukharine). Selon moi, les attaques contre Trotsky expriment la volonté d'éviter la réflexion sur ce second aspect de l'affrontement entre Boukharine et Trotsky. La meilleure preuve, à ce sujet, réside dans les tentatives toujours plus nombreuses dans la dernière période, en URSS, de sous-estimer l'affrontement Trotsky-Staline et de le présenter, systématiquement, comme une lutte sans principe pour le pouvoir.

L'héritage stalinien

Il n'y a pas de réponses unilatérales aux problèmes énoncés ici et on n'en trouvera pas dans le futur. Or, précisément, ces problèmes acquièrent une importance extraordinaire dans la vie intellectuelle soviétique. L'ensemble des questions relatives au jugement sur Trotsky et le "trotskysme" représente le terrain où se manifeste le plus clairement la continuité conceptuelle et méthodologique de l'époque stalinienne. C'est aussi, en même temps, le lieu où cet héritage commence à être transféré dans de nouveaux réaménagements historiques, avant tout dans le refaçonnage d'un nationalisme russe nouveau et agressif dont l'héritage stalinien devient partie intégrante. Il y a là un grand risque pour l'avenir. Un risque qui ne doit pas être sous-estimé. ■

Rinascita ;
18 juillet 1988
(Traduction La Brèche)

2) On peut lire au sujet des convergences effectives entre Trotsky et Boukharine, sur divers aspects importants de la politique économique de la fin des années 20, l'ouvrage de Moshé Lewin : *Political Undercurrents in Soviet Economic Debates*, publié chez Princeton University Press, 1974 (republié chez Pluto Press, Londres) - (La Brèche).

Campagne internationale pour la réhabilitation pénale des condamnés des procès de Moscou

POLOGNE : Ilka Grzegorz, secrétaire du Comité exécutif central du Parti socialiste polonais (PPS) et rédacteur du journal *Robotnik* ; Kolarzowski Jerzy, porte parole du PPS ; Niemczyk Piotr, membre du mouvement Liberté et Paix (WIP) ; Ponulak Malgorzata, membre du Comité exécutif central du PPS ; Rachowski Tadeusz, président du Comité exécutif central du PPS ; Szlajfer Henryk, conseiller de la Fédération nationale de l'autogestion en 1980-1981 ; Truskawa Tomasz, membre fondateur du PPS.

GRANDE-BRETAGNE : 18 députés britanniques, Terry Fields ; Dave Nellist ; Pat Wall ; Mildred Gordon ; Dennis Skinner ; Jimmy Wray ; Chris Mullins ; Allan Roberts ; Clare Short ; Robert Parry ; John Hughes ; Bob Clay ; Tony Banks ; Ronnie Campbell ; John Cummings ; Jeremy Corbyn ; Alice Mahon et Dawn Primarolo ont déposé une motion au parlement pour que celui-ci demande au gouvernement soviétique de réhabiliter Trotsky et Léon Sedov ainsi que tous les innocents assassinés par le régime stalinien.

EN BREF...



PEROU

Aide américaine à la contre-insurrection

SELON L'HEBDOMADAIRE de langue anglaise *Peru Report*, le président Alan Garcia est disposé à prendre les mesures nécessaires afin d'être sûr que les forces armées disposeront des fonds dont ils ont besoin pour mener la "guerre intérieure" contre les organisations armées Sentier lumineux et le Mouvement révolutionnaire Tupac Amaru (MRTA) "en séparant les besoins financiers des militaires des oscillations du budget".

L'hebdomadaire poursuit en révélant que ces fonds destinés à la contre-insurrection demeureront secrets et en dehors du contrôle du congrès qui, normalement, doit superviser ce type d'activité.

Simultanément, la participation de conseillers américains dans la "sale guerre" a été mise en lumière.

En juin dernier, le député de la gauche unie (IU), Augustin Haya de la Torre, notait que les précédents ministres de l'Intérieur, Abel Salinas et José Barsallo, avaient admis que des pilotes américains avaient déjà participé à des opérations aéroportées contre les soi-disant trafiquants de drogue "C'était là - poursuivait-il - l'information donnée à cette époque, mais nous savons maintenant que ces pilotes étaient des mercenaires qui participèrent à la guerre du Vietnam et avaient été contractés par les services de renseignements américains (...). A travers les conseillers militaires américains, le Pentagone est également en train d'intervenir dans les zones où sévit l'état d'urgence sous le contrôle de l'armée péruvienne".

Les commandants militaires américains n'ont fait aucun commentaire dans la presse locale sur cette participation de conseillers américains dans la lutte contre la guérilla. L'ambassade américaine s'est contentée de nier.

Pourtant, un certain nombre d'éléments permettent de mettre en doute la sincérité de cette dénégation.

Quatre membres du Groupe militaire d'assistance et de conseil américain (MAAG) font partie de la mission du Département d'Etat des Etats-Unis au Pérou, qui compte 52 personnes. "Nous ne par-

ticipons pas au combat. Nous ne faisons qu'aider, nous donnons des conseils" devait déclarer l'un d'entre-eux (*Latin American Weekly Report*, 28 juillet 1988).

Ces conseils portent - on l'aurait soupçonné - sur la meilleure façon de combattre la guérilla. Depuis la mi-1987, les officiers américains ont mis sur pied des stages de formation pour la troupe et le commandement péruvien, pour leur apprendre les opérations psychologiques contre-insurrectionnelles, et rendre plus efficace leur lutte. Ils ont également proposé de doubler le nombre des soldats affectés à cette tâche.

La plupart des rencontres entre les deux états-majors se font au Pérou, bien qu'en mai dernier, l'armée américaine ait invité 10 officiers péruviens à une session de deux semaines sur les opérations psychologiques qui se tenaient en Caroline du Nord. Quant aux 400 000 dollars d'aide militaire américaine annuelle que reçoit le Pérou, ils seront eux aussi consacrés à cette "rentabilisation" des troupes.

Un militaire péruvien expliquait ainsi les rapports avec les officiers américains : "C'est pour nous une aide très théorique, basée sur l'expérience américaine dans d'autres contrées, qui doit être adaptée à notre réalité". Et un officier américain lui faisait écho en déclarant "Il serait évidemment candide de prétendre que nous ne leur donnons pas en exemple ce qui a été essayé et qui a échoué - ou marché - au Salvador ou au Vietnam"...

SUISSE

La Ligue anticommuniste mondiale en congrès

DU 25 AU 29 AOUT à Genève, le Gotha de la droite internationale la plus réactionnaire a tenu ses assises sous les auspices de la Ligue anticommuniste mondiale (WACL). 250 délégués assistaient à cette assemblée peu ragotante.

Il faut se garder d'y voir un simple rassemblement de nostalgiques quelque peu rassis de la guerre froide. La WACL organise la jonction entre une droite hyperconservatrice, souvent au pouvoir ou dans

ses arrières-cours, et une extrême-droite fasciste active. La WACL fut créée en 1966. Ses bailleurs de fonds furent les régimes de Taïwan, de Corée du Sud, des Philippines et d'Arabie saoudite. Des dictatures dont tout le monde reconnaît aujourd'hui, même si c'est du bout des lèvres, qu'elles étaient corrompues jusqu'à la moelle.

Cette origine sud-asiatique de la WACL n'a rien d'étonnant. Il y avait là les plus fidèles alliés des Etats-Unis dans leur combat contre la révolution chinoise et indochinoise. Enfin existait antérieurement sur ce continent la Ligue populaire asiatique anticommuniste (APCL) fondée dès 1954.

La WACL fusionna dans ses rangs diverses organisations, ayant toutes des liens avec les régimes fascistes et nazis de l'entre-guerre. Elles servirent de réservoir aux services secrets américains pour constituer leurs réseaux anticommunistes, dès la fin des années 40.

Ainsi, la WACL absorba le Bloc anticommuniste des nations (ABN) qui n'est autre que la devanure d'un réseau d'agents nazis, fascistes au chômage, recrutés par les services secrets des Etats-Unis. Comme ce fut le cas pour le réseau "Gehlen", services secrets allemands reconstitués sous protection américaine, ou les Gardes de fer roumains qui avaient prêté main-forte à la chasse aux Juifs pendant la guerre. Tous ces acteurs ont en commun l'antisémitisme et l'anti-communisme.

On y retrouve également, fidèles au rendez-vous, l'ensemble des partis néofascistes, du MSI italien de feu Almirante, à *Fuerza Nueva* en Espagne, en passant par divers animateurs du Front national de Le Pen en France, etc.

Enfin, l'aile latino-américaine a fait parler d'elle. La WACL sert de plate-forme aux organisateurs des Escadrons de la mort qui sévissent au Guatemala, au Salvador, au Paraguay, tout comme à de nombreux chefs de la *contra* nicaraguayenne.

Tout ce joli monde est dirigé par la CIA et ses agences. C'est l'ex-général Singlaub, un proche de Reagan, mêlé à l'*Irangate*, qui fut chargé de réorganiser la WACL. Il était chargé des liens avec les généraux putschistes Enrile et Ramos, et la presse américaine a souvent mis en relief ses contacts avec les groupes paramilitaires philippins, les *Vigilantes*.

Il récolte également des fonds pour la *contra* et travaille avec le noyau dur de l'armée et de l'extrême-droite salvadorienne (les deux se confondant d'ailleurs). Tout cela compose un joli réseau d'influence institutionnelles ou para-institutionnelles allant de l'Afrique du Sud à la secte Moon (voir *Inprecor* numéro 264 du 25 avril 1988).

Le congrès de la WACL a reçu des messages d'encouragement du dictateur paraguayen Stroessner, du Président de Taïwan et, bien sûr, de Ronald Reagan en personne.

La WACL a bien entendu beaucoup d'amis dans la Confédération helvétique, ce qui n'a pas empêché quelque 600 per-

HAITI

Le père Aristide en danger de mort

DEPUIS QUE LE GENERAL Namphy est revenu au Palais national le 19 juin, l'état n'a cessé de se resserrer autour des organisations populaires. Le 10 juillet, l'avocat Lafontant Joseph, co-fondateur de la Ligue haïtienne des droits de l'Homme, était retrouvé assassiné.

Le 25 juillet, deux locaux de la Confédération autonome des travailleurs haïtiens (CATH), situés en province, étaient attaqués. Le 14 août, à l'issue d'un rassemblement de 300 jeunes du département de l'Artibonite, quatre d'entre eux étaient tués par un commando dirigé par le préfet. Cinq autres jeunes, membres de la direction du Mouvement des jeunes de Labadie, qui organisait la réunion, disparaissaient.

Durant cette période, comme sous la présidence de Manigat, l'opposition bourgeoise et les partis réformistes étaient leur impuissance. Leurs espoirs résident dans des divisions au sein de l'armée, la victoire de Dukakis aux Etats-Unis ou, pour certains, dans un dialogue "constructif" avec Namphy. Dans ces conditions, le prêtre Jean-Aristide s'est fait le porte-parole radical et quasi unique de ceux qui entendent combattre résolument la dictature. Et son église de Saint Jean Bosco est devenue le symbole de cette lutte. C'est là que la CATH et les organisations populaires de la capitale avaient célébré la journée du 1er Mai. C'est là que le 28 juillet, jour anniversaire de l'occupation militaire, fut organisé un grand rassemblement anti-impérialiste.

Le 4 juillet, Jean-Bertrand Aristide n'échappa à la mort que grâce à la vigilance des jeunes qui l'entourent, et qui interceptèrent un homme porteur d'un pistolet pendant la messe. Le mardi suivant, un commando jetait des pierres et tirait des

coups de feu sur les fidèles qui sortaient de la messe.

Le dimanche 11 septembre, cette escalade de violence s'est achevée par l'incendie de l'église et une horrible tuerie. En pleine messe, une bande d'une centaine d'individus pénétrait dans l'église et attaquait les deux mille fidèles à coups de pistolet, de machettes et de piques, tuant ou blessant des dizaines de personnes. Le père Aristide qui, il y a un an, avait déjà failli être tué, a pu s'échapper. Mais pour les militaires et les duvaliéristes, il est aujourd'hui l'homme à abattre. ■

FRANCE

Lutte des infirmières

APRES LA LONGUE LUTTE des infirmières et du secteur de la santé en Grande-Bretagne, une lutte qui peut connaître la même ampleur démarre en France. Depuis des années, le secteur hospitalier est confronté à une politique de rentabilisation liée à la crise de la protection sociale (financement), mais aussi à la volonté de la bourgeoisie et des gouvernements qui se sont succédé de transformer ce secteur largement socialisé en secteur capitaliste concurrentiel. Dans ce cadre, le personnel et en particulier les infirmières qui en constituent la fraction essentielle (700 000 personnes dans la santé publique dont près de 400 000 infirmières) ont été les premières victimes de cette politique "sociale". Le salaire d'une infirmière débutante est de 5 800 francs. Il sera à peine le double en fin de carrière avec une qualification qui correspond à trois années d'études après le baccalauréat.

Le rapport des "experts" (les "Sages") sur la Sécurité sociale, une série de pontes médicaux, et une partie de la bourgeoisie et aujourd'hui de la social-démocratie, ont conscience que maintenir cet état des choses signifie prendre des risques considérables car le personnel est conscient d'être un secteur technique-clé mais totalement sous-payé. Depuis plusieurs années, des mobilisations importantes ont eu lieu avec des luttes locales et dures.

Depuis le mois de mars, date à laquelle une coordination d'associations corporatives a appelé à la grève, avec la CFDT (proche de la social-démocratie) et quelques secteurs CGT (syndicat proche du parti communiste), une coordination unitaire regroupant toutes les infirmières qu'elles soient syndiquées ou pas, s'est mise en place dans la région parisienne. Elle regroupe les secteurs les plus mobilisés des infirmières de 60 hôpitaux. Cette coordination appelle pour le 29 septembre, toutes les infirmières de la région à se mettre en grève et à l'extension de ce mouvement au niveau national.

Les revendications : 8 000 francs minimum nets, intégration des primes au salaires, revendications sur la formation et le statut de cette catégorie de personnel, notamment dans la perspective du marché européen de 1992. La coordination appelle les autres catégories de personnel hospitalier à soutenir leur lutte et à s'organiser. Affaire à suivre. ■

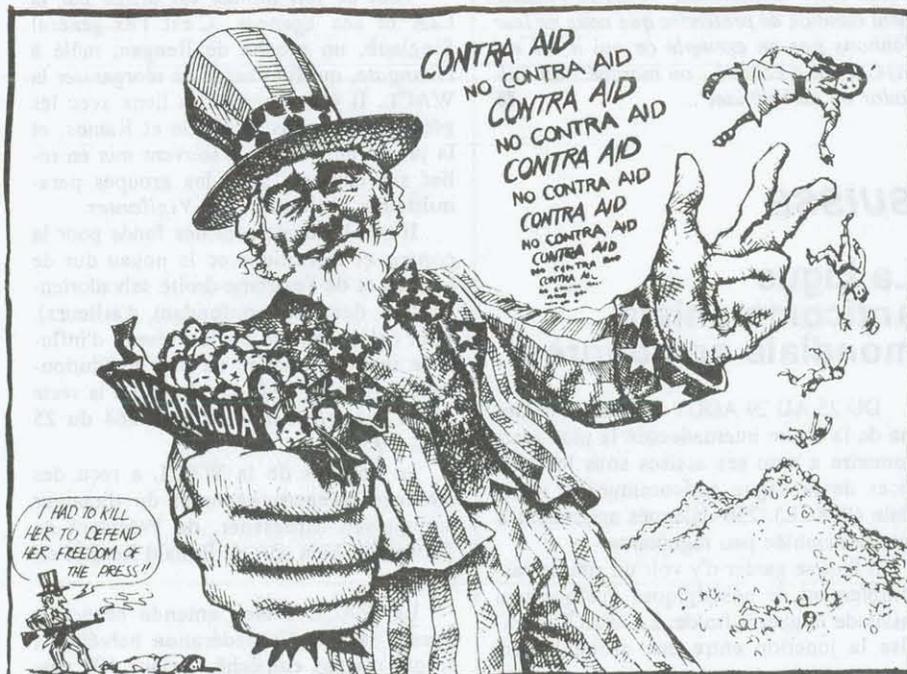
AMERIQUE CENTRALE

Israël-Afrique du Sud Les souteneurs de la Contra

MARTHA RODRIGUEZ se décrit elle-même comme une "bonne amie d'Israël". Dans sa position d'ambassadrice au Honduras de l'Ambassade chrétienne internationale de Jérusalem (ICEJ), Rodriguez est également une bonne amie des *contras* nicaraguayens, signe des progrès de l'écuménisme sans doute. Son "ambassade" exerce surtout un rôle de soutien financier et logistique et de lien entre ceux qui veulent renverser le régime sandiniste et leurs souteneurs indirects, qu'il s'agisse de certains groupes évangéliques américains, d'Israël ou de l'Afrique du Sud. Sur le front idéologique, l'ICEJ se consacre essentiellement à saper le travail des mouvements anti-guerre aux Etats-Unis.

Malgré sa dénomination d'ambassade, l'ICEJ n'est pas une entité nationale. Elle a été créée en 1980 à Jérusalem et se propose d'être "un canal au travers duquel les chrétiens de par le monde peuvent exprimer leur amour pour Israël". Entre autres choses, signalons que l'ICEJ a soutenu la revendication des intégristes d'extrême-droite exigeant la destruction de la grande mosquée Al-Aksa à Jérusalem, située sur l'emplacement d'une ancienne partie du Temple.

Certains mauvais esprits font remarquer que le zèle déployé par l'ICEJ pour inciter les Juifs américains à aller en Israël, n'est pas sans entrer en résonance avec



l'idéologie des mouvements antisémites aux Etats-Unis.

Peu regardant sur ce type de détail, Israël a fait le meilleur accueil à ce type d'initiative, depuis qu'à la fin des années 70, beaucoup de mouvements chrétiens ont accru leurs critiques de la politique israélienne vis-à-vis des Palestiniens. Le congrès de l'ICEJ qui s'est tenu en 1988, a eu l'honneur de voir le ministre de la Défense israélien, Yitzhak Rabin lui apporter son soutien dans sa croisade.

Un dossier de presse récent de l'ICEJ sur le soulèvement palestinien déclare que la déportation des Palestiniens "était l'acte le plus humain que pouvait employer Israël contre des gens dont certains sont des terroristes avérés, qui incitent les masses à la rébellion et au meurtre".

Le budget annuel de l'ICEJ est d'environ 1 million de dollars, elle emploie 30 personnes à temps plein et 200 personnes à temps partiel. Elle revendique des branches dans 50 pays. Les militants de l'ICEJ se concentrent en Europe, notamment en Finlande et en Allemagne de l'Ouest, aux Etats-Unis et en Afrique du Sud. Bien que ce n'ait jamais pu être prouvé, des rumeurs persistantes donnent ce dernier pays pour l'un des principaux pourvoyeurs de fonds de l'ICEJ, dont le directeur est d'ailleurs un pasteur sud-africain, Johann Luckoff.

En Amérique centrale, l'ICEJ a des ambassades au Honduras et au Guatemala et des représentants au Salvador et au Costa Rica.

La mission de l'ICEJ dans l'isthme combine un travail de relations publiques pour Israël, le prosélytisme évangélique pour les actions de l'administration Reagan dans la région et, bien entendu, le soutien aux *contras*.

C'est ainsi que le Honduras a donné un statut diplomatique spécial à l'ICEJ afin leur donner le droit d'importer tous types de biens destinés aux *contras*, sans payer de taxes.

Gerald Derstine, le fondateur de l'ICEJ au Honduras a un réseau complémentaire de connection, où son fils Phil Derstine est en bonne place. Figure éminente de l'extrême-droite évangélique aux Etats-Unis, il s'est consacré à acheminer des centaines de tonnes d'aide "humanitaire" privée aux mercenaires nicaraguayens.

Lors d'une interview, Phil Derstine devait confirmer un rapport publié par le Bulletin d'information des actions couvertes, selon lequel c'est Oliver North en personne - le "héros" de l'Iranganate - qui l'aurait mis en contact ainsi que son père avec les dirigeants de la *contra*, Calero, Bermudez etc. Enfin, Derstine a des liens forts étroits avec les dirigeants honduriens, dont le président Azcona.

Au Guatemala, l'ICEJ s'est officiellement établi voilà deux ans. Mais les (bonnes) relations entre l'Etat israélien et ce pays sont nettement plus anciennes. Le révérend Jorge Lopez, directeur de l'ICEJ, et responsable d'un groupe pentecôtiste, la Fraternité chrétienne, se consacrait auparavant à Tribune biblique, groupe de discussion regroupant Juifs et chrétiens pro-

testants et fondé en 1983 par l'ambassade d'Israël.

Le gouvernement militaire du Guatemala a été l'un des principaux bénéficiaires de l'aide israélienne en matière de contre-insurrection, notamment au début des années 80, quand l'écrasement de la guérilla s'est fait par un véritable génocide des communautés indiennes. De même, il a profité de l'activité de toutes les sectes évangéliques qui ont converti près de 20% de la population, et dont le *credo* principal est l'anticommunisme.

Toutefois, un nuage plane sur ce parcours sans faute. Il semblerait que l'ICEJ devienne trop voyante et que les bailleurs de fonds privés de la *contra* qui se moquent comme d'une guigne des décisions du congrès américain en matière d'arrêt des subventions, envisageraient de trouver d'autres canaux. ■

FEMMES

Avortement : toujours des problèmes

TOUS LES ANS, plus de 100 000 femmes se font avorter en Espagne mais seulement 18 000 ont pu le faire de façon légale depuis 1985, date à laquelle fut approuvée la loi de dépénalisation de l'interruption volontaire de grossesse. Seulement 5% des avortements sont pratiqués aujourd'hui dans les hôpitaux publics.

Il faut en chercher la raison dans les pressions qu'exercent les milieux conservateurs. La répression qui s'exerce contre les médecins qui pratiquent des avortements hors des cas prévus par la loi (très stricte) va de paire avec la floraison de cliniques privées qui font payer très très cher aux femmes les carences du secteur public. Ainsi, alors qu'un gynécologue a été condamné en avril dernier à 4 ans de prison pour avoir avorté une enfant violée par son oncle, les cliniques privées gagnent l'équivalent de plus de 50 000 francs français par jour en pratiquant des avortements.

La situation varie selon les provinces autonomes. En Galice, seulement 5% des cas enregistrés entrent dans le cadre légal, la situation est particulièrement critique en Navarre, où l'*Opus Dei* est très fort, et où le groupe réactionnaire Action familiale a réussi à paralyser quasi-totalement les interruptions de grossesses légales. Dans cette province seulement 4 gynécologues du secteur public ont osé s'affronter à ce *lobby* et pratiquent des avortements. Il n'ont cette année réussi qu'à faire 10 interventions alors que 1000 autres se faisaient dans la province de façon illégale dans le même temps.

Autre pays, autres problèmes : plus de 8 millions d'avortements sont pratiqués chaque année en Union soviétique qui compte 280 millions d'habitants. Un reportage paru dans la revue *Ogoniok*, reprenant en les analysant les chiffres donnés

par l'Organisation mondiale de la santé. 30 millions d'interruptions de grossesse se pratiquent chaque année dans le monde, cela signifie qu'un quart d'entre est fait en URSS, alors que la population ne représente que 5 à 6% de la population du globe. L'URSS a une moyenne d'interruption de grossesses 6 fois supérieure à celle des pays capitalistes développés et ce, en raison du manque de contraceptifs efficaces.

Selon les statistiques, continue *Ogoniok*, un tiers des femmes âgées de 15 à 20 ans ont déjà eu un avortement. Entre 70 et 80% des jeunes filles qui sont enceintes pour la première fois interrompent leur grossesse, ce taux monte à 90% dans les campagnes.

Le journal met en avant le manque de politique de planning familial en URSS et la difficulté qu'éprouvent les femmes et les couples en général, pour avoir des enfants véritablement désirés quand ils le veulent.

La difficulté pour avoir accès aux méthodes contraceptives et l'utilisation de moyens traditionnels peu efficaces, font que l'avortement est en fait le moyen de contraception le plus fréquemment utilisé.

Selon l'auteur de l'article, Andrei Popov, médecin, en 1980, dans la fédération de Russie - la plus grande des 15 républiques soviétiques, seulement 25% de la demande en matière de contraceptifs est satisfaite ce qui signifie que "trois femmes sur quatre qui entrèrent dans une pharmacie, en sortirent sans contraceptifs".

Dans l'ensemble, nous savons que sur cent femmes, 10 ont pu utiliser des moyens de prévention de la grossesse. Mais qu'est-il advenu des 90 autres ?

Nous arrivons à la conclusion que l'avortement en URSS est un des principaux moyens de planification familiale et, dans ce sens, notre pays est unique au monde", conclut l'auteur.

Plus de la moitié des gynécologues soviétiques se consacrent à pratiquer des avortements et un tiers du total en pratiquent de manière illégale et au tarif fort, bien évidemment et des dizaines de millions de roubles vont ainsi chaque année dans leurs poches. ■

AFRIQUE DU SUD

Taudis et bidonvilles

LA PENURIE DE LOGEMENTS en Afrique du Sud atteint des proportions alarmantes : des millions de Sud-Africains vivent actuellement dans des taudis et des bidonvilles.

D'après des calculs qui ont été faits pour résoudre ce problème, il faudrait investir 78 milliards de Rands et construire 3 572 000 logements.

Un tel programme implique la construction de 190 logements par jour pendant 12 ans, soit un logement toutes les deux minutes quarante sept secondes, en raison d'une journée de travail de huit heures...

Le gouvernement reconnaît officiellement l'existence de 935 697 *squatters* - dont la majorité au Transvaal.

Par contre, d'après la Urban Fondation, dans la seule zone de Prétoria, Witwatersrand, Sereeniging, ils seraient 2 445 000 et occuperaient 312 000 taudis et 67 000 garages. ■

POLOGNE

Grève de la faim

DEUX SEMAINES après l'arrêt des grèves à l'appel de Lech Walesa la bureaucratie n'a toujours pas donné des signes de sa volonté d'ouvrir les négociations au sujet de la légalisation du syndicat Solidarité. Bien au contraire. La répression s'abat de plus belle sur les grévistes sous forme de licenciements, d'arrestations, d'incorporations dans l'armée etc.

Pour protester contre la répression en cours, un groupe de militants a entamé le 12 septembre une grève de la faim dans l'appartement de Czeslaw Borowczyk, emprisonné avec deux de ses camarades du Parti socialiste polonais (PPS), Jozef Piniór et Jolanta Skiba, pour avoir organisé un meeting dans l'usine Dolmel en mai dernier. Dès les premiers jours, cette action a rencontré un important écho à Wrocław et dans la région, qui témoigne de la sensibilité des travailleurs aux revendications mises en avant par ses initiateurs.

Nous publions ci-dessous la déclaration des grévistes, diffusée à quelques quinze mille exemplaires par les soins du RKS (direction clandestine de Solidarité) de Wrocław.

"La répression à l'encontre des grévistes de mai et d'août, la multiplication des licenciements, des mutations-sanctions, des avertissements formulés en présence des fonctionnaires de la Sécurité, ainsi que les procès en cours à l'encontre des organisateurs des protestations ouvrières, témoignent que la politique du gouvernement envers les militants indépendants et démocratiques n'a subi aucun changement fondamental. On ne peut parler de démocratisation en cours en Pologne, tant que l'activité syndicale est illégale, que l'opposition démocratique est forcée d'agir dans la clandestinité et tant qu'il y a des prisonniers politiques, dont le nombre s'est récemment accru.

Au vu de cette situation, le groupe d'initiative composé de militants du PPS, de Solidarité et indépendants a entamé le 12 septembre 1988 une grève de la faim d'une semaine, dans l'appartement de Czeslaw Borowczyk, actuellement emprisonné.

Nous exigeons:

1. L'arrêt de la répression à l'encontre des participants des grèves de mai et d'août 1988.

2. La libération des prisonniers politiques : Pawel Babinski, Czeslaw Borowczyk, Adam Hodysz, Henryk Piec, Jozef Piniór, Jolanta Skiba et Roman Zwiercan.

3. La garantie de sécurité pour Kornel

ISRAEL

Reprise du procès de Michel Warschawski

LE 19 OCTOBRE commencera la partie décisive du procès de Michel Warschawski. Le 5 juillet dernier, le procès s'est ouvert par la lecture de l'acte d'accusation qui l'accuse, lui et le Centre d'information alternative dont il était le directeur, de services rendus à une organisation interdite (peine encourue : 10 ans de prison) ; de possession de matériel écrit provenant d'une organisation interdite (10 ans) et de soutien à une organisation terroriste (15 ans).

A l'exception de la dactylo du Centre, tous les témoins sont des agents des services secrets et des policiers de la section spéciale.

A la séance de juillet, Michel a plaidé non-coupable.

Si, il y a encore un an, on pouvait estimer qu'un acquittement était probable, la situation a radicalement changé avec le soulèvement dans les territoires occupés, l'Intifada. Le gouvernement israélien a déclaré la guerre totale à l'ensemble du peuple palestinien et à toute expression politique de sa part. La détention administrative de 3000 personnes (voir *Inprecor* numéro 271 du 5 septembre 1988), les déportations et les mises hors-la-loi des Comités populaires, sont les éléments centraux de cette politique. Afin d'être efficace, cette politique de répression doit s'étendre aux Israéliens qui soutiennent politiquement ou matériellement, l'Intifada. Cette solidarité s'étend et les autorités veulent la casser.

Aujourd'hui, les tribunaux sont peu enclins à faire dans le détail : ils doivent eux aussi faire leur "travail" dans la répression du soulèvement. L'erreur judiciaire est monnaie courante, les peines sont dix fois plus élevées qu'il y a un an, les acquittements de plus en plus rares.

L'exemple le plus frappant, en ce qui concerne le Centre d'information alternative et Michel Warschawski, est la peine reçue par les 4 militants pacifistes qui ont rencontré une délégation de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) devant les caméras de télévision en Roumanie : un an et demi de prison, dont six mois fermes. Ce verdict risque d'avoir des conséquences directes sur le procès de Warschawski.

Troisième élément, le procès des membres du groupe *Derech Hanitzotz*, accusés d'avoir rejoint les rangs du FDLP. C'est le même tribunal qui jugera les deux affaires. Ce n'est guère là le fruit du hasard. Il est facile de glisser d'une affaire à l'autre, même si les accusations sont très différentes. Or, ces militants risquent de très lourdes peines et sont passés des aveux, qu'ils rétractent aujourd'hui.

Dernier élément enfin : le tract est avec la pierre, l'arme de l'Intifada. Or, l'accusation contre le Centre et Warschawski, concerne précisément la fabrication de matériel écrit. Et ce qui hier était mineur, est devenu aujourd'hui une arme redoutable et les tribunaux jugent en conséquence.

Si, voilà un an, le procureur cherchait un compromis pour en finir le plus rapidement possible, sa politique change aujourd'hui. Il veut porter un coup à la coopération politique israélo-palestinienne, et les trois procès en cours (les militants pacifistes ont fait appel) sont un bon moyen de le faire.

Voilà un an, c'est la campagne de solidarité internationale qui avait obligé le pouvoir à remettre Michel Warschawski en liberté provisoire. Elle doit aujourd'hui reprendre avec une vigueur déçue. ■

Morawiecki et les autres militants de l'opposition démocratique.

Habitants de Wrocław ! Pour montrer votre solidarité avec les réprimés, venez nous rencontrer, rue Stalowa 88/1.

La grève a été initiée par : Milka Tyszkiewicz, 28 ans, PPS-Wrocław ; Jacek Pawłowicz, 25 ans, PPS-Plock ; Jacek Suchorowski, 33 ans, ouvrier de Hutmen,

PPS-Wrocław ; Piotr Ikonowicz, 32 ans, PPS-Warszawa ; Aleksander Jakowczyk, 27 ans, militant indépendant, médecin ; Mirosława Pawlik, 57 ans, retraitée, Solidarité ; Robert Kazimierzak, 19 ans, lycéen (avec la permission des parents). Le 14 septembre, Tadeusz Zielinski, 61 ans, KPN-Plock, s'est joint aux grévistes."